

Redéfinir la démocratie ? Redéfinir la politique ?

Communisme

Séminaire

<i>Le capitalisme contre la démocratie - Les partisans de l'émancipation au pied du mur - Gilles Alfonsi</i>	3
<i>Au-delà de la critique de la démocratie représentative - José Tovar</i>	9
<i>Le temps de la démocratie et de l'autogestion - Sylvie Larue</i>	10
<i>L'horizon et l'appropriation des pouvoirs - Pierre Zarka</i>	11
<i>Du constituant, de l'instituant et du destituant - Makan Rafatdjou</i>	15
<i>Redéfinir et réarticuler la politique et la démocratie - Patrick Vassallo</i>	18
<i>Une politique de radicalisation de la démocratie - Francis Sitel</i>	20
<i>Démocratie, citoyenneté, émancipation - Louis Aminot</i>	22
<i>La politique et la démocratie : pour transformer les choses - Bruno Bessière</i>	24
<i>Construire une pensée indépendante - Pierre Zarka</i>	26
<i>Les droits, les luttes de classes et la démocratie - Pierre Cours-Salies</i>	27
<i>Le diagnostic, les contradictions et les possibilités d'agir - Gilles Alfonsi</i>	29
<i>Pluriel démocratique et chantiers de l'espoir - René Moustard</i>	30

**Comment ne pas laisser les institutions aux néolibéraux et aux sociolibéraux ?
Comment ne pas se faire manger par les logiques institutionnelles ?
Ces enjeux sont les deux faces d'un même questionnement sur les rapports
entre émancipation et démocratie. Ils ne concernent pas seulement les élus,
qui cherchent à élargir le champ des possibles malgré les contraintes ; ils appel-
lent une nouvelle façon de concevoir l'action politique en général. Quels axes
fondamentaux du communisme peuvent-ils être des points d'appuis pour cela ?**

Ce quatorzième numéro d'*Altercommunisme* contient les textes des interventions prononcées lors de la séance du séminaire *Communisme* du 9 mai 2015. Certains ont été revus par les participants, qui ont choisi de conserver, entièrement, partiellement ou pas le style parlé, et parfois d'approfondir certaines réflexions. Une précision : les introductions sont faites à titre individuel, comme points de vue destinés à lancer le débat.

+ d'info : www.communistesunitaires.net

Réalisation : Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz, André Pacco et Jean Tailleur - Transcription : Nadia Pinson

Le capitalisme contre la démocratie

Les partisans de l'émancipation au pied du mur

Gilles Alfonsi

Pour lancer la discussion, je vais faire un mix de ce que j'ai présenté à Montluçon, il y a quelques semaines, lors du séminaire sur le communisme de seconde génération, une séance de travail passionnante, avec aussi beaucoup de liens avec le dossier de *Cerises* sur la démocratie¹.

Premièrement, je voudrais reprendre l'idée du diagnostic sur la crise de la démocratie aujourd'hui, sur la perte de substance de la démocratie aujourd'hui.

Dans le dossier je commence par dire que le diagnostic est bel et bien posé, évidemment c'est un raccourci. Tout le monde a l'impression qu'il y a bel et bien une crise de la démocratie aujourd'hui, que la crise de la démocratie n'est pas un accident de parcours, un phénomène passager, que c'est un phénomène déjà ancien qui se déroule depuis plusieurs décennies et qui ne concerne pas simplement la France mais les démocraties les plus « avancées » de la planète. Et donc nous n'avons pas un phénomène conjoncturel, mais un phénomène puissant qui concerne différents champs. C'est aussi la diversité des champs qui dit la gravité de la situation, de la crise de la démocratie, aussi bien le champ de la désaffection électorale, que celui de l'impuissance de l'État, le champ du rabougrissement des forces politiques et sociales que celui de la dévalorisation de la parole politique ou encore du discrédit des élites. Je le raccorderais aussi à la difficulté qu'a aujourd'hui l'État ou qu'ont les pouvoirs successifs de produire un récit national et d'élaborer des consensus ou de faire semblant d'en élaborer, ou d'en construire de faux. Jusqu'à présent, dans notre système, l'État avait toujours des moyens pour faire croire à des consensus, à des choses très partagées par toute la société, mais aujourd'hui beaucoup ne s'inscrivent plus et ne se reconnaissent plus dans ce type de processus ou de valeurs.

Bien sûr, il ne faut pas projeter sur la réalité notre désir, nous aimerions bien que, par exemple, l'abstention soit une manifestation de révolte, que ce soit une manifestation de colère. Pour une part, c'en est une bien sûr, mais il n'y a pas de réalité uniforme de ce point de vue là et on pourrait souligner d'ailleurs que c'est peut-être plus grave, c'est-à-dire qu'il y a une forme assez banalisée de désintérêt d'une partie significative de la société pour le système démocratique tel qu'il existe. Je n'ai pas dit de désintérêt pour la politique ou pour les idées, ce qui est autre chose, mais en tout cas pour le système tel qu'il existe aujourd'hui.

Sur les causes de cette crise, au-delà de ses manifestations, nous allons bien sûr mettre en lien la crise de la représentation avec la volonté de l'oligarchie financière et de ses représentants dans le champ de la politique institutionnelle d'imposer et de poursuivre les politiques d'austérité ou de dérégulation. Tout se déroule dans la période actuelle comme si, malgré des apparences liées à la généralisation des politiques néolibérales, ils perdaient leur hégémonie idéologique. Ou du moins disons que le système politique et la démocratie dans ses formes existantes aujourd'hui perdent de leur pouvoir de séduction. C'est donc contre les peuples ou sans eux que les gouvernements s'attachent maintenant à dérouler leur programme de casse des services publics, de réduction de l'État, de privatisation, etc. Disons que, pour le coup, on est dans quelque chose qui est à analyser sur la conjoncture longue ; on parle là des 20, 30, 40 dernières années seulement. Il faudrait d'ailleurs s'éloigner un peu de cette focalisation sur cette conjoncture, même si elle est un petit peu longue, pour s'attacher davantage à une Histoire sur le plus long cours.

Dans les livres d'Histoire, quand il est question du XX^e siècle, le capitalisme et la démocratie sont présentés officiellement comme faisant bon ménage. Mais de quoi parle-t-on alors ? On parle des systèmes représentatifs, du pluralisme politique, des changements de majorité, de l'existence de contre-pouvoirs, d'une culture des relations sociales faite de rapports de force mais aussi de compromis, donc de la capacité du système politique à passer des compromis et donc de la prise en compte de l'avis de la société. Et donc notre système démocratique a longtemps été fait de cette capacité à

1 *Cerises* n° 253, <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4893>

construire du consensus, qui prend la forme par exemple de l'expression à laquelle tout le monde se réfère sans prudence, et à laquelle nous-mêmes nous nous référons facilement, celle d'intérêt général. C'est bien souvent au nom de l'intérêt général que nous manifestons, que nous revendiquons, même si lorsque nous parlons de l'intérêt général, c'est pour montrer combien la réalité, les inégalités et les discriminations vont à l'encontre de la générosité des textes.

Bien sûr, il y a une part de vérité et une part d'imposture dans cette Histoire selon laquelle la démocratie était du côté du capitalisme. J'ai parlé de la dimension, entre guillemets, "positive" des démocraties dites les plus avancées, du pluralisme, du suffrage universel, etc. Bien sûr, l'envers de cela, c'est que l'image de l'Europe et des États-Unis comme des champions naturels de la démocratie méritait déjà et depuis longtemps d'être fortement contestée. On peut évoquer toute l'Histoire coloniale, la domination des pays du Sud, la part d'ombre de l'ensemble des régimes politiques censés être les plus avancés, dans le champ de la politique étrangère comme dans le champ de la politique militaire ou concernant par exemple le nucléaire. Donc il ne faudrait pas qu'en disant aujourd'hui que les capitalistes tournent le dos à la démocratie, on fasse comme si auparavant la démocratie était tout à fait aboutie et fonctionnait tout à fait dans le système que nous avons connu.

Et puis il y a un autre aspect, c'est qu'il ne faut pas oublier d'où sont venues les conquêtes démocratiques, que ce sont justement des conquêtes, que ce ne sont pas les capitalistes qui ont, par leur bonté originelle, donné du pouvoir, ou des bribes de pouvoir, au peuple ou au mouvement ouvrier, mais que c'est bien le mouvement ouvrier qui a payé le prix d'un certain nombre de conquêtes et qui a permis qu'il y ait des avancées dans ce domaine.

Il n'en demeure pas moins qu'au regard de ce qu'ont été les régimes des pays de l'Est, l'existence de régimes ossifiés, de partis uniques, de l'oppression qui a régné dans un certain nombre de ces pays, sans parler des aspects les plus criminels de plusieurs d'entre eux, la démocratie était jusqu'alors aux yeux du plus grand nombre et dans les livres d'Histoire du côté du capitalisme, et inexistante à l'Est. Bien sûr, tout cela mériterait d'être nuancé, approfondi, retravaillé.

Aujourd'hui, nous sommes très loin de ce monde où, ici, chacun pouvait se dire que sa voix comptait plus ou moins, qu'un mouvement social pouvait obtenir gain de cause, qu'un changement de majorité permettait d'obtenir des résultats significatifs. Regardons la Grèce, regardons les mouvements sociaux qui n'obtiennent plus d'avancée, qui n'arrivent plus à stopper les réformes scélérates, regardons l'évolution du Parti socialiste et son choix selon lequel il n'y a plus d'autre politique possible, regardons aussi la reconfiguration en cours de l'action publique. Les exemples pullulent, qui montrent comment la démocratie se délite, qui montrent un mouvement général, commencé en France dans les années 80, un processus de dévitalisation de la démocratie avec des alternatives électorales qui ont été systématiquement transformées en alternances de plus en plus molles, des alternances qui ont finalement permis que les forces du néolibéralisme dominent toujours davantage.

J'en viens à ce que j'ai essayé de mettre en avant dans le dossier de *Cerises* : j'ai parlé d'un retournement de l'Histoire avec cette idée qu'un quart de siècle après la chute du mur de Berlin, en novembre 89, nous vivons un grand retournement avec un changement de nature des régimes politiques qui s'engage dans les pays capitalistes dits avancés. Mais alors le problème - et ce sera ma deuxième partie sur les enjeux auxquels nous sommes confrontés, et ces fausses solutions à la crise de la démocratie apportées par d'autres - c'est que lorsqu'on parle de retournement de l'Histoire, cela ne signifie pas que nous pourrions reprendre à notre compte la démocratie d'antan, et simplement nous contenter de reprendre le joli flambeau de la démocratie qui passerait du capitalisme au communisme. Parce que les exigences de notre temps concernant la démocratie ne sont plus les mêmes et, du coup, il ne s'agit pas simplement, avec la nostalgie que nous aurions du système démocratique qui préexistait, de reprendre simplement ce qu'il était.

Ma deuxième partie porte donc les enjeux auxquels nous sommes confrontés, et les "solutions", entre guillemets, qui sont apportées par d'autres à la crise de la démocratie. Citons quelques-unes des solutions esquissées ou évoquées par certains. Un élu, il y a quelques semaines, proposait d'instaurer l'obligation de voter. D'abord, il y a là quelque chose d'assez dérisoire, c'est-à-dire que face à ce qui engage l'avenir du fonctionnement de la société, l'ensemble des institutions, qui est un enjeu démocratique majeur, la solution qu'il apporte est une solution "répressive", entre guillemets, ou en

tout cas teintée d'une dimension très contraignante. Là où il y a une démotivation des citoyens à l'égard de la démocratie telle qu'elle existe, on propose une mesure d'injonction à l'égard des citoyens. C'est à la fois dérisoire et absurde. Mais surtout cela retourne la responsabilité. Si on stigmatise l'irresponsabilité des citoyens, au lieu de s'interroger sur le fonctionnement du système et sur la nature de ce système entre guillemets démocratique, en fait on est dans la mise en cause de la responsabilité individuelle des personnes au lieu d'être dans une remise en question du système démocratique tel qu'il existe aujourd'hui. Et donc on ne fait, finalement, qu'aggraver le problème. Evidemment, cette inversion des responsabilités est un enjeu considérable pour justifier que l'on affronte ou pas les véritables enjeux que j'ai essayé de pointer précédemment.

Une autre manière de ne pas répondre à la crise du démocratique, c'est l'incantation démocratique, c'est-à-dire de continuer de faire la course entre partis, entre organisations, pour faire croire qu'une bonne organisation et une manière de faire un peu améliorée pourraient permettre finalement de sortir de la nasse et de l'impasse actuelle, pour faire croire que l'on pourrait mieux agir que ceux qui sont en place pour mettre en œuvre des politiques différentes. Le problème, et les Grecs en font l'expérience terrible aujourd'hui, c'est qu'un programme de réformes aujourd'hui se heurte à des résistances telles qu'il y a une certaine impuissance et en tout cas une très grande difficulté à pouvoir mettre en œuvre réellement des changements profonds, même portés par le suffrage universel, même avec un certain soutien populaire.

Une troisième manière de répondre au problème de la démocratie c'est de lui tourner le dos. On peut le faire de deux manières. Il y a la manière classique, qui est celle de ceux qui haïssent la démocratie parce que, de toute façon, ils sont hostiles à l'appropriation populaire de la politique, ils ont une vision élitiste. Pour eux, le peuple n'a pas vocation à gouverner et ce sont les possédants qui savent comment gouverner. C'est l'austérité, c'est la vision classique de haine de la démocratie, l'idée que la société courrait un péril si les pauvres prenaient le pouvoir. Le pouvoir est donc réservé à une élite. Mais il y en a une autre manière de tourner le dos à la démocratie, qui se rapproche pour le coup de notre espace politique, en tout cas de celui du communisme, c'est de pousser la critique de la démocratie actuelle jusqu'à considérer qu'elle ne serait que confiscation de pouvoir ou seulement dépossession.

Et là aussi bien dans l'intervention de Monluçon que dans le dossier de *Cerises*, j'ai travaillé sur un os que tend Alain Badiou à son lecteur dans son livre *Quel communisme ?* qui vient de sortir. Badiou dit : « *Ce qu'on appelle démocratie, c'est simplement l'organisation du pouvoir hégémonique dominant. La politique qui existe là sous le nom de démocratie n'est pas démocratique du tout. Est-ce que les gens ont un pouvoir quelconque ? non, on le sait très bien, ils n'ont aucun pouvoir, absolument aucun* ». Évidemment, il y a une part de vérité dans le fait de dire qu'aujourd'hui on a aucun pouvoir ou de moins en moins de pouvoir. Et en même temps, ce qu'ignore ce discours, c'est justement un certain nombre de processus, de manières pour le peuple de s'exprimer dans la société actuelle, de se saisir des problèmes, d'exister comme contrepouvoir. Bien sûr, tout cela est en crise, le suffrage universel, le pluralisme, les systèmes de représentation etc. sont en crise. Pour autant, ne leur accorder aucune valeur et considérer que finalement ils sont nuls et non avenus puisqu'en définitive le peuple n'a aucun pouvoir, c'est, je trouve, beaucoup trop unilatéral. Et c'est aussi prendre le risque, surtout en l'absence de dénégations qui iraient dans l'autre sens, de nous placer du côté des antidémocrates. C'est un problème, et c'est pourquoi il me semble plus juste et plus efficace de dire qu'il faut transformer profondément, refonder la démocratie, ou qu'il faut en venir à une vraie démocratie.

La caricature qui dénie tout caractère démocratique au système qui préexiste aujourd'hui me paraît problématique. Et c'est encore plus compliqué quand on entend Badiou parler de la Chine, parce qu'il dit : « *je n'ai aucune raison de lutter pour que la Chine soit démocratique, cela m'est complètement égal, elle le deviendra toute seule quand elle sera assez riche, c'est tout ; et c'est l'histoire du capital lui-même, ce n'est pas ma propre histoire* ». Alors là, je trouve qu'il va beaucoup trop loin parce que d'abord il donne l'impression que la démocratie est le produit naturel, en tout cas l'existence du système représentatif est le produit naturel du capitalisme et des politiques économiques, et seulement de cela. Il y a une part de vérité là dedans, on ne va pas dire qu'il a totalement tort quand il dit : la démocratie est le régime politique approprié aux formes les plus développées du capitalisme contemporain, ce n'est pas idiot de dire ça. Sauf qu'il y a un glissement : ce système économique qui produit la démocratie, il n'est pas seulement un pouvoir de domination qui règnerait de manière

unilatéral sur les dominés. Il ne faut pas oublier que « la démocratie » est aussi le produit de luttes et de conquêtes du mouvement ouvrier. Mettre cela "à la poubelle", entre guillemets, ou le passer complètement sous silence, me paraît très problématique. Faisons attention à ce que notre critique de la démocratie actuelle ne se retourne pas contre la démocratie. D'ailleurs, pourquoi lorsqu'il est question du communisme, nous penserions qu'il faut maintenir le mot puisque l'abandon du mot serait synonyme d'abandon du projet d'émancipation, tandis que nous devrions nous passer du mot démocratie, ce que Badiou n'ose pas écrire mais qu'il donne à penser au travers des lignes. Ainsi, mon idée, c'est que, non, il ne faut pas se passer de ces mots, même si certains sont plus récupérables que d'autres.

Je reviens aux enjeux contemporains qui font qu'on ne peut pas simplement se revendiquer de la démocratie d'antan et que quand on dit que la démocratie change de camp, ce n'est pas juste pour prendre la démocratie telle qu'elle était et la mettre de notre côté. Une première raison, c'est le phénomène de la mondialisation, qui transforme complètement les coordonnées du problème. C'est-à-dire qu'aujourd'hui l'enjeu, c'est la mondialisation de la démocratie, à partir du moment où l'ensemble des décisions économiques, politiques, l'ensemble des phénomènes culturels sont entièrement pris dans des interrelations planétaires. Et cela, c'est vraiment un autre monde que celui de la démocratie dont nous avons l'habitude, conçue dans les strictes frontières nationales.

La deuxième chose, très pragmatique, c'est qu'on ne peut pas simplement se revendiquer de la démocratie d'antan. Il n'existe aucune nostalgie des citoyens à l'égard de la démocratie d'antan, mais au contraire beaucoup de désintérêt pour la démocratie telle qu'elle a existé jusqu'à présent. C'est peut-être terrible de faire ce constat mais pour le moment, c'est la mise à l'écart du système qui prédomine chez les citoyens, et on doit en être inquiet parce que cela laisse tout le pouvoir aux mains des dominants. Mais le phénomène est devant nous et donc on ne peut pas simplement se rapporter à l'idée d'une reprise de la démocratie telle qu'elle était auparavant.

Et puis il y a une troisième raison sur laquelle j'ai davantage mis l'accent dans les deux textes dont je vous parle, et elle me semble importante parce que c'est là qu'on révèle des potentialités et des aspirations démocratiques contemporaines. Entendons-nous bien! Je ne dis pas que les citoyens font la queue devant les mairies, les institutions ou ailleurs, pour manifester des aspirations démocratiques et réclamer de s'approprier le pouvoir, etc. Mais je citerais le désir des individus de maîtriser leur vie, la sensibilité à la question du libre choix des modes de vie, la volonté de se sentir valorisé, un certain nombre d'aspirations profondes qui peuvent être mises en rapport avec le mouvement profond d'accès généralisé aux connaissances, à la formation de l'esprit critique, aux outils de partage, d'échange, de confrontation. Et évidemment, on pourrait faire un lien avec la révolution informationnelle qui modifie les rapports entre les individus et les rapports entre les individus et la société et les institutions.

Dans les séances du séminaire, on a déjà pointé ces questions là mais pas beaucoup plus que ce que je viens de dire et il se trouve que c'est peut-être là qu'il y a des petites racines ou des boutures à faire, des germes sur lesquels on pourrait prendre appui. Cela ne veut pas dire du tout que ces choses sont déjà florissantes et présentes, on est bien à l'état de potentialités et d'aspirations souvent confuses, ce qui pose d'ailleurs la question du rôle du politique et du rôle de l'action politique pour accentuer ou accélérer ou participer à ce que les choses germent. En fait, tout se passe comme si, du coup, la société avançait beaucoup plus vite que les institutions, et plus vite que les approches politiques classiques, rendant obsolètes les formes démocratiques traditionnelles. Je pointerai juste dans toutes les tentatives successives de la gauche dite de transformation sociale pour se réformer, poser des nouveaux cadres, etc. on a des éléments qui existent et qui ont de la valeur, mais en même temps on n'a jamais réussi à développer de grandes dynamiques citoyennes, ou plutôt si, quand on réussit à le faire, c'est toujours pour ensuite se prendre un coup de balancier dans l'autre sens, avec la reprise de pouvoir des conceptions très classiques. Ça a été le cas du NPA qui a lancé une démarche ouverte mais que sa culture d'origine a rattrapé et qui n'a pas accepté d'aller au bout de la logique de son projet initial. Europe Ecologie a voulu innover mais le projet de départ a été phagocyté par les enjeux de micro-pouvoirs et la culture de groupuscule. Et on pourrait bien sûr citer le Front de gauche avec sa dimension de cartel et son incapacité à se transformer, à se muer en objet citoyen, ce qui nécessiterait beaucoup plus de ruptures que ce qui a été finalement mis en place.

Cela renvoie, mais je ne développerai pas du tout, aux ruptures démocratiques nécessaires concernant l'action et l'organisation politiques. La culture de l'avant-garde éclairée, celle du parti guide sont évidemment en crise, sont mises en cause profondément par ces potentialités, ces bribes de petites choses en germe. Et pour l'instant rien ne germe suffisamment, du côté cette fois des organisations politiques, pour être capable de transformer le rôle des organisations politiques. Et du coup, ce qui en jeu, c'est bien la notion même de représentation. L'assimilation de la démocratie à la recherche de la meilleure manière de représenter ou d'être représenté.

Là juste un petit aparté : il est quand même très intéressant que dans trois livres de personnes importantes dans notre espace politique, la question de la représentation soit pointée comme un enjeu majeur : le bouquin de Badiou, à sa façon, avec son orientation, qui est très pugnace sur le sujet ; le bouquin de Dominique Rousseau, qui formule ses propositions à lui et une certaine orientation aussi, mais qui fait une critique très forte du système de représentation actuel. Et puis le bouquin coordonné par Isabelle Garo et Jean-Numa Ducange (*Marx politique*). On est là dans des champs et avec des personnes dont les options et les analyses sont différentes. Et le fait que ces trois livres sortent au même moment, ce n'est pas négligeable. Et l'idée que portent ces différentes démarches, c'est de rompre avec une culture politique, celle du parlementarisme, où le parlement, que ce soit le national ou le local, est au centre du dispositif démocratique et l'enjeu institutionnel au centre de la vie politique. On est là aux antipodes de l'idée d'une démocratie généralisée, déconcentrée, de partage et de diffusion du pouvoir, où chacun participe à orienter ou à décider.

Je vais faire plus court pour finir sur la question des leviers et des points d'appui qui terminaient notre questionnement sur ce sujet : quelle alternative démocratique ? Le premier point qui est en creux de ce que je viens d'exprimer, c'est le fait de considérer que la démocratie n'est pas d'abord histoire de représentation ou d'institution mais affaire de prise en charge par soi-même de ce qui fait la vie en société. Commençons par nous considérer comme aptes à apprendre, à savoir, à dire, à décider contre toutes les tentatives de spécialiser les savoirs, de les rendre obscurs, de privatiser la décision, de technocratiser les sujets. Un deuxième aspect, c'est l'idée de rendre la démocratie désirable, par opposition au dégoût ou au désintérêt qu'aujourd'hui beaucoup de gens ressentent à l'écoute du discours politique. On ne peut pas rendre désirable une démocratie qui ne répondrait pas aux enjeux contemporains que j'ai évoqués et ce sur quoi j'insisterai c'est la nécessité de se dissocier du système politique actuel. C'est-à-dire se dissocier de l'action politique des institutions actuelles, pour ne pas être pris dans les logiques dominantes, écrasantes, ni être assimilés aux formes si largement déconsidérées. Et ça veut dire faire appel à ce qui joue en profondeur pour les personnes, notamment leurs motivations personnelles qui concernent aussi bien leur devenir propre que la société. Et du coup, ce que je me suis dit, c'est qu'une politique qui n'a pas d'intérêt pour les personnes n'a aucun sens, elle ne peut être qu'une politique de répression ou d'injonction, de culpabilisation, par exemple sous la forme de l'injonction à voter, ou synonyme d'embrigadement, de discipline, contre toutes les aspirations à l'autonomie, à la maîtrise de soi, au partage et à la coopération.

Je terminerai juste par un problème pour nous, je dirais : une pierre dans notre jardin. Il y a un autre débat qu'on a commencé mais pas encore approfondi, sur l'institutionnalisation. Comment fait-on quand il y a un rapport de force, qu'il y a éventuellement des avancées émancipatrices qui sont possibles, qu'il faut bien qu'il y ait de l'institutionnalisation... comment fait-on pour rendre pérennes les avancées émancipatrices ou pour les généraliser, et pour continuer de cheminer ? Voilà deux raisons pour lesquelles il faut bien qu'il y ait de l'institutionnalisation. Le problème c'est que tout processus d'institutionnalisation produit à son tour de l'ossification. C'est-à-dire qu'on a une avancée, on institutionnalise, il y a le temps de l'institutionnalisation, mais les choses risquent de se vitrifier alors que la société, elle, continue d'avancer et du coup il y a une contradiction difficile pour nous. On peut avec Badiou essayer de penser comment le rôle de l'action politique, c'est toujours de rester à l'écart pour une part de l'institutionnalisation, et toujours d'être dans une relation de critique par rapport à l'institution, donc l'idée c'est qu'il faut que l'action politique, les forces politiques, l'action citoyenne justement restent, au moins pour partie, à l'écart de l'institution. Il faut trouver le moyen d'institutionnaliser et en même temps de prendre garde à l'institutionnalisation et à l'ossification, en étant ouvert en fait aux aspirations et à ce qui émerge de la société. Ce n'est pas très simple... je pense que ce sont vraiment nos difficultés, mais peut-être que le fait d'avoir conscience de ces phénomènes d'ossification et des risques de l'institutionnalisation, est déjà quelque chose d'important.

Et puis j'ai un deuxième bémol, une deuxième interrogation. Suite à l'article de *Cerises*, quelqu'un nous a envoyé un mail en réagissant, en disant : « c'est très bien tout ça mais pourquoi ne parlez-vous pas de démocratie directe ? », parce que je n'ai pas utilisé dans le dossier la notion de démocratie directe. En gros, on critique fortement la démocratie représentative, Dominique Rousseau, lui, parle de démocratie continue, d'autres ont d'autres formules, mais pourquoi vous ne parlez pas de démocratie directe ? Je suis sûr qu'il faut chercher du côté de la prise de pouvoir du peuple et de l'implication et de la délibération du peuple, etc. Mais est-ce que ça veut dire que dans notre démocratie nouvelle il n'y a plus de forme de représentation ? Et si cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus aucune forme de représentation, comment fait-on attention pour que l'institutionnalisation ne soit pas synonyme d'ossification, comme je l'ai évoqué précédemment ? Et comment l'action politique reste garante que c'est le mouvement de la société qui décide et non pas l'institution dépossédant les citoyens des décisions. Est-ce que ce terme-là renvoie à la formulation ancienne du débat entre démocratie représentative et démocratie directe ? ou est-ce que la reformulation doit aller beaucoup plus loin ? Il me semble qu'il faudra de nouveaux mots pour s'exprimer. Ce serait trop facile de dire la démocratie tout simplement, cela j'en suis sûr, mais c'est une question qui pour moi reste ouverte.

Gilles Alfonsi

Au-delà de la critique de la démocratie représentative

José Tovar

Je crois que la difficulté principale de cette discussion vient du fait que dans le diagnostic on ne dresse "que" le diagnostic de la démocratie représentative. On n'en dresse jamais d'autres, par exemple celui sur des expérimentations d'autogestion qui ont pu exister à travers la planète, alors qu'il y en a eu et que certaines ont présenté un certain nombre de difficultés qu'il serait intéressant d'analyser. Pourquoi je dis cela ? Parce que je pense qu'aujourd'hui parmi nous (les militants de ce qu'on appelle rapidement la gauche radicale), si la critique de la démocratie représentative est assez largement partagée, on a par contre une difficulté à élaborer des contre-propositions qui soient conformes à l'exercice du pouvoir par les citoyens eux-mêmes. Le concept de démocratie directe, on en voit bien la difficulté : on n'est plus à Athènes, et il ne suffit pas de réunir les citoyens en assemblée générale pour prendre des décisions politiques qui vont organiser la vie de la cité. Ce n'est pas concevable matériellement. Il faut donc penser autre chose autrement, mais en restant fidèle à ce principe que ce sont les citoyens eux-mêmes qui décident des modalités d'organisation de la vie de la cité, c'est-à-dire de la démocratie, l'exercice du pouvoir par le peuple lui-même.

Je pense que la crise de la démocratie représentative est inscrite dans le concept même (Gilles Alfonsi l'a abordé dans un dossier de *Cerises*) : Siéyès disait que la démocratie représentative, c'était la dépossession du pouvoir du peuple en faveur de ses représentants.

Je serais intéressé par un débat qui irait sur la critique de ce diagnostic et aboutirait assez rapidement sur l'analyse des obstacles qui sont sur le chemin de la prise du pouvoir par les gens eux-mêmes partout où ils se placent. Parce qu'il y a quand même un certain nombre de difficultés objectives, qu'il est trop facile d'oublier quand on dit qu'on est partisan des formes d'autogestion. J'en prends une, dans le secteur dont je m'occupe plus particulièrement, l'éducation : on a élaboré dans la commission éducation d'Ensemble! un projet éducatif (ce sont en fait des pistes de travail plus que des propositions concrètes) et l'une des idées fondamentales sur lesquelles ce projet repose est l'autogestion, c'est-à-dire l'idée que l'on ne changera les choses réellement sur le terrain que si les gens s'en emparent (dans le système éducatif, les gens ce sont les enseignants, les parents, les élèves). Mais si on met cela en œuvre, on assiste très rapidement à un éclatement «total» du système éducatif en unités autonomes, ce qui contredit complètement notre orientation d'un système égalitaire, national, dans lequel, où que l'on se situe, on a les mêmes avantages.

Cette contradiction, on la trouve aussi dans l'organisation des SCOP où des travailleurs prennent en charge leur entreprise mais sont obligés de s'insérer dans une économie marchande et donc d'obéir à un certain nombre de règles du marché capitaliste parce qu'on est dans une société capitaliste. D'où l'échec d'un certain nombre de SCOP, et l'histoire des filles de Lejaby montre à l'évidence cette difficulté. On a toute une série de problèmes devant nous que l'on n'aborde pas assez, alors que la facilité c'est de continuer à creuser le défaut de la démocratie représentative.

Le temps de la démocratie et de l'autogestion

Sylvie Larue

Si l'on n'arrive pas à remettre en cause l'idée qu'il faut que ce soit un pouvoir extérieur qui décide, alors à chaque tentative de faire les choses autrement, on se heurte à des obstacles.

Je voulais faire part de ce que l'on avait réussi à faire avancer dans nos campagnes municipales Front de gauche-Europe Ecologie Les Verts à Rennes sur la question de la démocratie, qui était un des points forts de nos campagnes municipales plutôt intéressant. On avait porté l'idée qu'il nous fallait des référendums pour décider sur des questions importantes dans la ville, par exemple, mais aussi beaucoup d'autres et on avait marqué cette campagne municipale dans l'opinion publique. Et en fait, cela a été récupéré par la majorité municipale : il y a eu des assises de la démocratie locale, une fabrique citoyenne, une charte de la démocratie locale, il y a eu débat autour de cette dynamique d'appropriation citoyenne. Et donc il y a eu, comme l'a dit Gilles Alfonsi dans la dernière partie de son intervention, une ossification de ce mouvement citoyen : cette participation est extrêmement encadrée, on est dans une démarche d'information, éventuellement de concertation, de comités de quartiers coprésidés élu-habitant (avant il n'y avait qu'un élu). Évidemment on a avancé à la marge, mais à chaque fois, tout est chapeauté de l'extérieur et quand il y a des consultations, des référendums, ce sont des avis consultatifs que les élus ne sont pas forcément obligés de prendre en compte. Par exemple, il y a eu un référendum à l'initiative des élus sur les rythmes scolaires, avec 4 scénarios possibles : ce n'est pas celui choisi majoritairement par les parents qui a été validé par les élus, mais celui qui avait leur faveur. Certes, il y avait très peu d'écart entre les deux scénarios, mais le premier avait la faveur des enseignants, des ATSEM, etc., de toutes les personnes qui travaillaient dans les écoles. Il y a aussi la possibilité de faire un référendum d'initiative locale mais c'est très encadré, avec des contraintes très fortes : il faut un certain nombre de signatures de Rennais pour pouvoir le mettre en place, il faut que cela porte sur une question de la compétence de la Ville, et ce n'est que consultatif. Je pense que tout cela illustre un peu ce que disait Gilles sur la question de l'ossification.

Le deuxième exemple, pour rebondir sur ce qu'a dit José Tovar, porte sur la question de l'Éducation nationale. On a un gouvernement qui a eu, quand même, l'initiative d'une consultation au sein de l'Éducation nationale sur le socle commun, sur les programmes. Et en fait, on se retrouve avec une réforme qui ne prend pas en compte ce qui est monté des établissements, qui est essentiellement à l'initiative du ministère, et qui poursuit les mêmes orientations que les précédentes (sur l'autonomie des établissements, sur une part de plus en plus importante de programmes décidés localement) avec, de mon point de vue, ce qui aura comme conséquences des inégalités fortes entre les établissements. C'est en décalage avec ce qui est monté de la consultation. Et là, on se retrouve avec nos positions syndicales, avec une perspective de grève, mais avec des organisations syndicales qui ne s'emparent pas elles-mêmes des enjeux, des débats, pour organiser elles-mêmes la concertation avec les parents d'élèves, pour avancer vers une proposition de réforme.

On est dans une espèce de mouvement où les institutions politiques donnent le sentiment d'être obligées continuellement de faire des réformes, sans pouvoir faire le bilan de ce qui a été appliqué à un moment donné, parce que sinon, ils ne seraient pas dans l'initiative, dans la proposition, dans l'action politique. On est dans une espèce de rythme qui fait que l'on ne prend pas le temps de faire le bilan de ce qu'il s'est passé avant. Or, la démocratie demande du temps et c'est quelque chose qui n'est absolument pas pris en compte dans la construction politique.

Enfin, une réaction à ce que disait José : je ne pense pas que proposer de prendre en charge cette question des réformes au sein de l'Éducation nationale, de la consultation de programmes, etc., donc d'être dans une forme d'autogestion, soit incompatible avec le caractère national et unitaire de ce que pourrait être une réforme de l'Éducation nationale. On peut très bien être dans l'autogestion et avoir des modalités de décisions qui permettent de travailler sur cette unité.

L'horizon et l'appropriation des pouvoirs

Pierre Zarka

L'intitulé situe la question de la démocratie et de la politique dans le cadre du dépassement de la crise politique actuelle. La démocratie n'est ni un état des lieux, ni un ensemble de règles sans finalité, elle n'a de sens que si elle apparaît permettre des transformations souhaitées. Dès lors, elle ne peut qu'être une projection vers un but. Gilles Alfonsi évoque la période où capitalisme et démocratie semblaient aller de pair, c'était le temps où le capitalisme était, à sa manière, porteur de développement de la société et, dans une certaine mesure, d'ascension sociale - mouvement incarné un temps par le gaullisme. Si on maintient une conception de l'exercice de la démocratie qui réduit l'accès des citoyens au seul moment électoral, on crée artificiellement une distance entre conception de la démocratie et conception de la politique.

À mon avis, ces deux termes "démocratie" et "politique" ne peuvent que se superposer. Toute démarche porteuse de demande de délégation de pouvoir est une démarche d'exclusion de la participation aux choix politiques, hors des libertés cantonnées à la protestation (la grève) ou au droit individuel d'avoir une opinion.

Les forces composant le Front de gauche prônent un processus transformateur, un dépassement du capitalisme, mais que veut dire processus ? Un train de mesures qui, pour être réalistes, éludent la dimension systémique ? Quiconque a subi des licenciements collectifs ou des fermetures d'entreprises a fait l'expérience que la relance de l'emploi sans prendre le pouvoir aux actionnaires est une illusion. Faire l'impasse sur l'organisation de la société retire toute crédibilité à nos intentions. Cela ne veut pas dire qu'une majorité réclame cette réponse, mais on ne fait pas de la politique en se contentant de brandir ce qui est déjà pensé par les intéressés mais en proposant des pistes nouvelles et en les argumentant.

Si 50 % des électeurs ont été des abstentionnistes lors des départementales, en ce qui concerne l'électorat du Front de gauche de 2012, qu'on peut penser être le plus exigeant, cette proportion monte à près de 60. Ce qui veut dire que plus on est en quête de changement profond et plus on est insatisfait par la vie politique traditionnelle.

Il ne s'agit pas seulement des promesses jamais tenues mais au-delà de ce qui rend possible qu'il en soit ainsi. Le système représentatif réduit le rôle politique du peuple aux seules élections. On n'exerce sa citoyenneté que le temps passé dans un isolement pour ensuite n'avoir plus qu'à obéir à celles et ceux que l'on a désignés.

C'est devant ce que je considère être un verrou de la situation actuelle que se pose la question de savoir si nos travaux antérieurs peuvent nourrir ou pas un changement de paradigme par lequel on aborde les enjeux immédiats.

Le PC, le PG, Ensemble ! évoquent la notion de processus, mais celui-ci n'est pas pensé comme un mouvement mais plutôt comme une succession d'étapes fixes.

Mon hypothèse est qu'au nom du réalisme, que tout n'est pas possible d'un coup, on campe sur une démarche ancienne. J'ai bien conscience que la majorité des gens ne s'inscrivent pas dans une démarche autogestionnaire mais ils ne s'inscrivent plus dans une démarche fondée sur une délégation de la confiance. Il y a ce qui n'est pas encore et ce qui ne marchera plus jamais.

Nous avons du mal à concevoir que proposer une autre démarche, qui fixe une visée vers laquelle tendraient les actions immédiates, c'est commencer à changer les consciences, donc le paysage politique et le rapport de forces. Nous demeurons trop dans une posture de l'offre programmatique : votez pour nous et on vous fera ceci... ou encore ayons un meilleur rapport de forces avec le PS. Mais pour y croire encore, il faut ne pas avoir vécu les 35 dernières années.

Ce type de propos ne rompt pas avec ce qui est définitivement obsolète. Il n'ose pas appeler à se projeter vers du nouveau, parce que par définition, le nouveau n'existe pas encore. A défaut d'une

réceptivité immédiate qui donnerait des résultats à 100 %, nous demeurons dans une démarche traditionnelle : s'en tenir à l'ancien usé à défaut du parfait.

C'est ne pas prendre en compte la dimension idéologique comme facteur décisif de la vie politique. Partir de ce que les gens ont dans la tête ne veut pas dire y rester. Marx disait : « *Quand une idée s'empare des masses, elle devient force matérielle* », il a oublié de préciser qu'il fallait que quelqu'un émette cette idée pour qu'elle puisse s'emparer des masses.

Où en sommes-nous ? D'abord partons de ce qui ne marche plus.

Le "déjà là" commence par ce qui n'est plus : historiquement, patronat et État assurent un rôle de protection, le premier en donnant du travail et en créant des infrastructures ; le second a été qualifié "d'État-providence" comme si cette "providence" ne devait rien aux luttes et au rapport de forces idéologique au plan mondial. Dans les deux cas, non seulement ce rôle n'est plus, mais les actionnaires sont assimilés à la prédation et à la violence de l'exploitation, et l'État assimilé, dans le meilleur des cas, à l'impuissance. De ce point de vue, le chantage à la dette exercé par les forces réactionnaires peut avoir deux effets contradictoires : que l'État ne soit plus capable de jouer son rôle pousse à interroger par quoi le remplacer.

La question de se passer et de l'un et de l'autre est juste devant nous. D'ailleurs, pour l'essentiel, la mise en coopérative d'entreprises se fait par défaut de ceux que l'on appelle "repreneurs" et la méfiance des institutions peut aiguïser le faire par soi-même et pas seulement le repli sur soi.

Ce changement rencontre un autre phénomène : l'émergence de l'individuation. Ici, je quitte le "ce qui n'est plus" pour gagner le "ce qui est en pousse" : la capacité d'accéder à une certaine maîtrise comme facteur décisif de mobilisation. On ne se mobilise plus pour suivre, sauf celles et ceux qui sont animés des ressorts les plus régressifs, je pense à ce que peut capter le FN.

Nous avons vu, en analysant le travail et le salariat, combien, aujourd'hui, l'activité professionnelle recourt de plus en plus à toutes les facettes de l'individu, notamment sa créativité. En même temps, contrairement à nombre de discours sur l'individualisme - je ne dis pas que le phénomène n'existe pas mais il existe, selon moi, par défaut - au fur et à mesure que l'individualité émerge, émerge un type de socialité plus large : le mouvement des femmes mêlent les deux dimensions : individu/société, ou encore les migrants et l'exigence d'égalité de droits, de même la place des handicapés ou une perception incomparablement plus aigüe de vivre sur la même planète et de faire partie de l'Humanité.

On retrouve des aspects non négligeables de ces traits dans nombre de luttes ou dans le refus que les syndicats captent toute l'organisation des luttes ou encore dans l'écologie, dans le développement des coopératives ou d'habitat et villages alternatifs.

On les retrouve aussi, de manière certes détournée et dévoyée, dans ces émissions de télévision qui font semblant de donner la parole aux individus lambda, en enfermant cette parole dans la sphère du domestique, du récit de soi désocialisé et de la compassion, tout comme on la retrouve dans les efforts patronaux de management qui visent à l'auto-exploitation.

Il y a déjà des projections vers autre chose : des écrits, des colloques... mais pas seulement, au-delà, un début d'une libération de l'imaginaire dans des initiatives locales de caractère coopératif.

Le dénominateur commun à toutes les luttes, à toutes les tentatives alternatives est l'envie de pouvoir réaliser. C'est "l'en commun" déjà là mais pas mis en lumière. La question du pouvoir faire, à la fois comme projection d'avenir et comme méthode, peut donc devenir un axe rassembleur des diversités de situations pour peu qu'on le propose. Et ce caractère rassembleur de diversités de situations devient le vecteur qui fait mouvement vers autre chose. La question de devenir soi-même (avec ses semblables) lieu ou force de pouvoir d'imposition pourrait être un signe identitaire du mouvement alternatif. Ici, tout en étant dans le présent, nous sommes de plein pied dans une projection de ce qu'est l'après-capitalisme.

Avant de poursuivre, je voudrais faire une précision concernant l'envie de pouvoir - je parle toujours du verbe, car je pense que l'envie de domination est à la fois du ressort du mimétisme et de la fascination à l'égard des couches dirigeantes et d'une compensation vis-à-vis d'un manque du verbe pouvoir.

Lorsque qu'une personne choisit ses études, un travail qu'elle a envie de faire, va à un spectacle, vit avec quelqu'un, c'est pour être. Il y a un côté "je fais donc je suis". Il n'y a plus guère que la politique qui fonctionne sur l'avoir et non sur l'être. Elle se déconnecte des processus d'individuation. Nous qui sommes ici, nous n'attendons pas de récompense matérielle immédiate de notre présence ; pourquoi priverait-on les autres de cette possibilité de production de soi ? Production qui s'assimile au besoin d'avoir un idéal. Rendre palpable, cette envie d'être, la socialiser est devenu un enjeu au cœur d'un affrontement idéologique qui ne dit pas son nom.

Si ces caractéristiques ne sont pas pour l'instant intégrées comme des clés politiques, elles animent néanmoins des millions d'individus qui, pour l'instant, en tirent la conclusion que la politique ne leur correspond que de moins en moins.

La notion de mouvement permanent me semble porter des éléments de réponses au danger d'ossification par l'institué.

Notre culture nous conduit à penser en termes d'état - je ne parle pas de la structure étatique - nous apprenons que l'eau à trois états : liquide, solide, vapeur, et nous ne pensons pas en moments de transformations. Les Anglais ont une utilisation du participe présent qui est l'action en déroulement, la terminaison de verbes en "ing" : *I am going* ; nous n'avons pas cela, ce n'est pas dans nos structures mentales. Penser en termes de ce qui est déjà et ce qui n'est pas encore et au rapport entre les deux est pour nous une difficulté d'ordre intellectuel. On confond alors processus et "entre deux". Le dépassement du capitalisme n'est pas un stade intermédiaire, un entre deux états des choses. Il est un mouvement ininterrompu, ce qui ne veut pas dire régulier. Il est donc instabilité.

Les choses n'existant qu'en tant qu'elles sont en train de devenir autre chose. Même si cet autre chose n'est pas prédictible dans ses détails, pour exister, cet "en train de devenir", doit être dans les consciences. La manière dont les 35 heures n'ont pas été un "en train de devenir", un autre rapport travail/hors travail fait leur vulnérabilité. Les lois Auroux de 1981 concernant des droits nouveaux des travailleurs ne débouchant pas sur un autre rapport au pouvoir dans l'entreprise fait qu'elles sont lettre morte, sans même avoir été abolies.

Le mouvement, c'est se mettre dans l'espace -temps durant lequel quelque chose commence à devenir autre chose. Chaque situation créée doit être pensée comme ouvrant la voie à une autre.

De là une question : où y a-t-il continuité et en quoi des ruptures sont nécessaires ? Il n'y a pas de trajet sans un minimum d'anticipation. On va vers... Il n'y a pas de mouvement sans cap, sans horizon vers lequel peu ou prou s'orienter au risque de subir le contexte et la culture dominante comme indépassables et c'est en fonction de ce cap que nous pouvons dégager les points de ruptures nécessaires et possibles. L'élaboration collective de ce cap répond au souci de José, elle permet que l'autogestion exercée par définition dans plusieurs endroits ne se solde pas par du "chacun de son côté" mais par une harmonisation des décisions.

Je reviens sur le dépassement du salariat. Cela paraît loin de l'immédiat. Pourtant une idée semble émerger selon laquelle l'explosion phénoménale de la productivité du travail, même en faisant la part de la surexploitation, fait que l'on aura moins besoin de travail au sens étroit du terme. Une autre émerge selon laquelle "il n'y a pas que le travail dans la vie" et notre séminaire a travaillé, si j'ose dire, sur les rapports imbriqués entre travail et ce que l'on désigne encore comme hors travail.

Le PCF a sa proposition de sécurité emploi-formation et il n'en fait rien ; la CGT, la proposition de sécurité sociale professionnelle et elle n'en fait rien. Faire du dépassement du salariat un but dont on parle ne peut que rendre aberrant le chômage et la précarité et ouvrir sur deux autres questions : valeur d'usage et non valeur marchande et maîtrise nécessaire des leviers de l'économie pour y parvenir. En modifiant ainsi l'environnement des luttes nous les situons dans la perspective de l'après-capitalisme. Ou plutôt devrais-je dire qu'en se situant dans la perspective de l'après-capitalisme de manière concrète, on modifie la portée des luttes, leur légitimité et donc le rapport des forces.

C'est donc l'horizon visé qui détermine où est le point de rupture dans l'immédiat et non pas le contraire.

Créer une situation en sachant qu'elle débouchera sur de nouvelles contradictions et donc anticiper "le coup suivant". Précision : anticiper concerne l'ensemble des citoyens et non une élite. Cela veut dire que l'action implique de la part de ses acteurs une posture en déséquilibre, je veux dire penchée vers un horizon que des transformations immédiates ponctuent. J'ai déjà usé de l'image du sprinter (à pied) : il projette le centre de gravité de son corps au-delà de ses jambes et toute la course consiste pour ses jambes à rattraper ce centre de gravité ; une fois fait, c'est le moment où le coureur se relève et la course s'arrête. Comment un horizon qui n'est pas immédiatement réalisable dans sa totalité devient le point vers lequel se diriger ? L'utopie ou l'idéal socialise le désir...

S'approprier les pouvoirs ne peut se faire qu'au fil d'une expérimentation qui change les habitudes et la culture : se substituer à l'État ou au patronat nécessite tâtonnements et apprentissages, mais sans cette intention nettement revendiquée, le tâtonnement perd son sens et devient adaptation à la situation présente. Voilà pourquoi le "pas encore" est un élément décisif du présent à condition de pouvoir cerner le prochain "pas encore" à investir.

Il s'agit de passer de l'état d'individu à celui de sujet au sens où la subjectivité devient "agir sur".

Si je reprends mes deux exemples : l'un sur pouvoir, l'autre sur dépassement du salariat, on mesure que si l'action dépend du sujet, le sujet se construit aussi par l'action proposée. Pendant longtemps, le socialisme soviétique a présenté "l'Homme nouveau" comme résultant de l'édification du socialisme. C'est unilatéral et réduit la personne à ne faire que bénéficiaire de transformations faites par une puissance qui lui est extérieure. C'est, au contraire, en proposant des constructions qui, pour répondre à ce qui est déjà dans les têtes et les pratiques, cherchent le sens de ces réponses en basculant dans un au-delà du capitalisme que les gens s'émancipent déjà, ne serait-ce qu'en pensée.

Nous nous trouvons alors devant la question du rapport entre l'institué et la "révolution permanente". Combattre le présidentielisme en accroissant le pouvoir législatif est une manière d'offrir comme horizon la poursuite des rapports délégataires, c'est-à-dire excluant les citoyens de l'exercice concret de la démocratie. La perspective d'une VI^e République reste de ce fait l'apanage d'un petit cercle de gens avertis. Poser la question de devenir avec les autres lieux d'exercice de pouvoir se heurtent aux réflexes acquis mais peut conduire à chercher ce qui commence à offrir davantage de pouvoirs à qui, au fond, n'attend que ça, même si cette attente n'est pas intellectualisée.

C'est au cœur de luttes mais aussi particulièrement de tentatives de vie alternatives que nous devrions tourner nos efforts. Ces dernières pratiques se caractérisent par un "faire par soi-même" et n'attendent rien ni des pouvoirs publics, ni bien sûr des financiers. À partir du moment où nous nous dégageons de l'enfermement institutionnel et que nous nous inscrivons dans la notion de mouvement, que nous ne prétendons pas être dépositaires d'une délégation de pouvoir, nous devrions plus délibérément nous tourner vers ces acteurs. Un grand nombre a renoncé à faire système ou à généraliser leur démarche. Mais où se situe la part essentielle de ce renoncement, si ce n'est dans les forces qui sont censées proposer de rendre possible le passage d'actions parcellaires à la perspective de faire force politique commune ?

Pierre Zarka

Du constituant, de l'instituant et du destituant

Makan Rafatdjou

Je voudrais réagir par rapport à ce que j'ai lu et ce qui a été dit, à partir de deux angles : l'angle du commun et l'angle de la commune. Au-delà du jeu de mots (commun, commune, communisme), je pense que la question n'est pas neutre.

Le commun est un thème aujourd'hui que l'on entend beaucoup, très porteur, y compris dans les franges de l'ensemble des personnes et des acteurs qui travaillent et réfléchissent sur les questions de l'émancipation, mais qui n'est pas toujours pensé dans ses aspects contradictoires. Le commun est à la fois deux choses. C'est un préalable à la démocratie (il y a un en commun du *demos* avant que la question du pouvoir du *demos* ne se pose) : partout au cours de l'Histoire, quand il y a des transformations du processus démocratique, des avancées, des sauts, etc., il y a toujours une sorte de mise en pouvoir du commun, une émergence du commun beaucoup plus fortes que dans d'autres périodes. Mais le commun est aussi le produit et le résultat de l'action démocratique. Et en quelque sorte, le commun est construction d'un socle partagé de sens (ce qui veut dire à la fois accord "et" désaccord, consensus "et" dissensus) résultant des rapports sociaux, et d'une certaine façon il est aussi le liant de la communauté politique. Donc, en fait, c'est un socle partagé à la fois dans les rapports sociaux, nos rapports au monde, aux autres, aux choses, au temps, au lieu et à soi.

Et de ce point de vue là, le commun est aussi contradictoire. Et cette question des contradictions me travaille beaucoup parce que l'on continue à en avoir une vision négative, c'est-à-dire qu'il y a contradiction uniquement quand les choses se bloquent. Or je pense que c'est le mouvement, il n'y a pas état vivant sans contradiction. On devrait y compris réfléchir, à ce que pourraient être les contradictions du communisme, c'est-à-dire aussi à ce qui pourrait faire avancer, dans la mesure où le communisme n'est pas un état des choses une fois arrivé, une fois pour toutes.

La démocratie, est-ce un état des choses ? je ne le pense pas. Est-ce un processus ? oui, jamais parfait mais toujours perfectible, ce qui impose aussi une responsabilité à travers les époques historiques. C'est un débat extrêmement important. Je reviens d'Iran, et il est très intéressant de partir de la France, où on a un discours sur la crise de la démocratie et sur la façon dont cela ne fonctionne pas, et aller dans des pays où la démocratie manque particulièrement, où quand on explique les crises de la démocratie, à la fois les interlocuteurs comprennent et à la fois pensent que l'on est sur une autre planète. Donc c'est très important cette idée de jamais parfait, toujours perfectible.

Je partage beaucoup ce que disait Pierre Zarka sur à la fois modalité et finalité. Ce n'est pas modalité sans finalité, la question des fins est posée. La démocratie suppose des droits théoriques et principiels, mais suppose aussi des droits effectifs. C'est ce que disait Gilles Alfonsi sur le fait que l'inefficacité de la démocratie participe à un moment donné à la désaffection, c'est-à-dire comment on assume ces droits et on en assure concrètement l'accès.

Je reviens sur les états que Pierre évoquait : il y a du solide, du liquide et du gazeux dans la démocratie. Je pense que c'est très important. Gilles mettait en garde sur le lien entre institution et ossification : l'institution, c'est la pérennité, la longue durée, la stabilité de la transmission, mais pas uniquement, le danger, c'est l'ossification. Et en même temps, j'ai utilisé à dessein le mot liquide par rapport à ce que dit Zygmunt Bauman, sur le fait que l'on est dans une société liquide, où justement il n'y a plus possibilité de se poser sur des socles un peu solides. Tout est devenir et d'une certaine façon il y a une injonction du capital sur ce tout est liquide, l'amour, la vie, tout est devenir, pur devenir, devenir permanent. D'une certaine façon il y a une injonction du capital à la perpétuelle transformation des choses, mais c'est une transformation où tout change pour que rien ne change. Il y a du gazeux parce qu'il y a aussi des choses qui, au sein de la démocratie, sont de l'ordre du à peine perceptibles, et la question est de savoir comment ces éléments-là qui sont de l'ordre des rapports entre soi, des rapports entre nous, peuvent devenir des éléments forts de la constitution et de la fortification de la démocratie.

Donc cette démocratie mouvement est pour moi une interpellation sur la nécessité d'avoir du constituant, de l'instituant et du destituant, en permanence.

Il n'y a pas de société sans institué. Je ne sais pas si tout institué est nécessairement institutionnalisé (c'est encore une autre question), mais il faut de l'institué. Il faut se poser la question (y compris entre nous) de comment avec de l'autogestionnaire, du révolutionnaire, des forces de transformation, à la fois on transforme et on met en place des choses durables pour que cette transformation puisse réussir dans le temps, parce que tout n'est pas immédiatement possible. La projection dans le temps suppose un maintenant, un demain et un après-demain, un moyen et un long terme. Mais aussi que cela ne s'ossifie pas, que l'on se donne le droit de pouvoir mobiliser du monde comme mouvement (cela c'est du constituant) et puis à un moment de destituer des choses, d'arrêter, de refaire des choses, de dire cela ce n'est plus possible, plus efficace, cela ne marche plus. Voilà ce qui coince en fait : aujourd'hui on voit bien que l'on a de l'institution, de l'institué et on a du mal à le défaire. C'est là qu'il y a ossification.

J'aime beaucoup la formule de Pierre sur l'individu collectif. La démocratie, c'est être autonome ensemble parce que sinon c'est l'archipel atomisé, on ne sait pas quelle finalité et quels rapports communs on partage, et cela peut vite dériver vers de la concurrence très forte.

Sur la démocratie représentative ou directe, je pense qu'il y a une impossible uniformité de la démocratie. Dès lors que c'est du mouvement, il faut qu'elle puisse aussi avoir des formes multiples. Je n'imagine pas de la démocratie sans une forme ou une autre de la représentation. Que les représentations d'aujourd'hui telles qu'elles sont soient insatisfaisantes, ossifiées, inefficaces, etc., c'est une chose, mais c'est important qu'il puisse aussi y avoir du délégataire avec la maîtrise de cette délégation qu'on donne. Et aussi de l'autogestionnaire, y compris le choix du champ que chacun va investir en tant que citoyen dans une démocratie autogestionnaire ou pas : chacun de nous est en incapacité permanente de se mobiliser sur l'ensemble des champs qui constituent sa vie et la vie collective de façon autogestionnaire, mais il est très important qu'il puisse le faire là où il le souhaite.

La démocratie sans fin, cela pose la question de la transformation. Je sors d'un autre débat sur les questions urbaines, dans des cénacles proches de nous (Front de gauche, etc.) autour de transformation, forces de transformation... Mais le capitalisme est, par essence, force de transformation ! Quelle transformation ? Il faut que l'on revienne et que l'on se batte à nouveau sur un certain nombre de mots, sur la dimension émancipatrice (si on ne veut pas dire progressiste, si on pense que progrès est définitivement clos et mort), parce qu'il y a une transformation régressive, y compris des transformations réactionnaires. L'action nazie, dans une période historique, a transformé les choses ; les maires FN transforment les choses dans leurs villes. Donc quelle transformation ? La transformation en soi n'est pas un objectif, il faut que l'on puisse systématiquement qualifier ces transformations.

Sur la démocratie et ses acteurs, il y a un triptyque : les élus, les citoyens et les spécialistes, qui bien sûr ne sont pas équivalents. On est (ou on devrait être) tous, tout le temps, citoyens. Élu, on devrait l'être de façon temporaire (pas à vie), sur un certain nombre de choses, dans un certain nombre de lieux (élu local, national, etc.). Spécialiste, on ne l'est que partiellement. Et que l'on soit élu, citoyen ou spécialiste, chacun a des connaissances, des expériences, des savoirs, des savoir-faire, des compétences et des intérêts, propres et spécifiques. Chaque citoyens est en quelque sorte l'expert de sa vie quotidienne, sa parole doit être entendue. Cela renvoie à une autre dimension de la démocratie dans laquelle n'importe qui vaut n'importe qui mais n'importe quoi ne vaut pas n'importe quoi. Et du coup se pose la question de qui juge. Ceux qui sont au-dessus de la mêlée : les politiques ? les experts ? C'est extrêmement dangereux. Donc ni autocrate ni technocrate, mais alors c'est systématiquement le débat public et la façon dont il est construit, instruit, nourri des points des uns et des autres, qui peuvent permettre d'aller de l'avant.

Il n'y a pas de démocratie hors du temps. Aujourd'hui, on est dans une triple injonction par rapport au temps.

La première c'est l'unification du temps à travers le monde, ce que l'on appelle improprement du temps réel. Le temps réel, c'est que quand il fait jour ici il fait nuit à Tokyo, quand je travaille ici l'autre dort. Or il y a une injonction, c'est de dire qu'il faut que tout puisse fonctionner tout le temps, de façon

perpétuelle. C'est le résultat du mariage entre les inventions technologiques, le capital et sa mondialisation dans l'espace. Et il faut que l'on y prenne bien garde.

La deuxième, c'est l'accélération permanente du temps. Le capital accélère le temps, avec ses outils technologiques extraordinaires, parce qu'il a en permanence besoin de créer de la rentabilité le plus vite possible. Or c'est antagonique avec la démocratie, qui suppose des moments d'arrêt, de délibération, des moments où on se pose et où on réfléchit. On ne peut pas être dans l'injonction permanente à l'accélération.

Le dernier élément est le présentisme. On est dans une période où on a un présent extrêmement élargi, dont on a l'impression qu'il a bouffé notre passé et qui, en même temps, obère d'une certaine façon l'avenir. Dans le rapport à l'Histoire, il faut que l'on réfléchisse à cela : il y a du passé qui est effacé, du passé qui est dépassé, et il y a du passé qui est uniquement obéré. C'est-à-dire qu'il y a des éléments historiques que le développement du capitalisme a obérés mais qui aujourd'hui peuvent être parfaitement efficaces pour un autre avenir, pour un autre projet de société. L'artisanat (un autre rapport au travail, à un mode de production, etc.) est l'exemple type : l'industrialisation a voulu l'effacer et l'a d'une certaine façon obéré, il a perdu d'une façon liminaire et aujourd'hui revient. On peut en parler à propos de l'agriculture.

Et enfin, sur le rapport à l'espace, il y a une dimension essentielle : il faut qu'on se réfléchisse à notre "espace légitime", comme dit le géographe Jacques Levy. Espace singulier ou pluriel ? la question reste posée. Quand les hommes sont ensemble, on passe progressivement de la coprésence des individus, à une coexistence plus ou moins pacifique, puis à une cohabitation. Habiter, au-delà du fait de résider quelque part, Walter Benjamin dit que c'est laisser des traces, individuelles et collectives, c'est faire territoire. Le territoire n'est pas une donnée, c'est une œuvre humaine. Henri Lefebvre parle même de traces réciproques : celles que nous laissons sur le territoire (on lui donne du sens) et celles que le territoire laisse sur nous (le sens que l'on reçoit, collectif et individuel). Cela pose une question fondamentale à l'heure où on est pris en tenaille sur la question du local et du global : au-delà de l'injonction pertinente de l'écologie à dire qu'il faut penser global et agir local (voire penser local, agir global), il y a une asymétrie fondamentale entre les deux, c'est qu'aucune globalité n'est vécue globalement. Ce qui y compris nous redonne à réfléchir sur des espaces jusques là légitimes, type nation, région, département, etc. On vit toujours une globalité à partir d'un lieu donné et cela change radicalement ce qui a été notre local. Pendant des siècles et des siècles, le local a été un lieu stable dans la vie de chacun. Cette stabilité donnait l'impression que c'était un lieu qui appartenait à celles et ceux qui l'habitaient, et celles et ceux qui l'habitaient appartenaient à ce lieu. Fut un temps où quand vous vous déplaçiez de 20 km, c'était déjà un ailleurs, vous étiez déjà des étrangers, où même le mariage avec quelqu'un qui était à 20 km était déjà perçu comme quelque chose d'incroyable. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Donc ce local n'est pas un lieu d'appartenance mais c'est bien un lieu de déploiement. C'est-à-dire qu'il y a un lieu à partir duquel chacun d'entre nous devrait pouvoir déployer l'ensemble des sphères de sa vie et d'activités politiques, citoyennes, professionnelles, etc., à toutes les autres échelles.

Cette question des échelles peut à mon avis nous interroger énormément sur la démocratie, sur les espaces légitimes, etc. Tout le débat aujourd'hui sur l'organisation du territoire (les institutions qui sont en place, le fait que l'on veuille les modifier, etc.) obère une question fondamentale. Jusque là les différentes institutions ont été pensées comme de l'empilement, de la superposition, et aujourd'hui on dit qu'il y en a trop, cela fait mille-feuille et il faut dégraisser. Mais quand on est dans cette salle, on est à la fois dans cet arrondissement de Paris, dans la ville de Paris, dans la région Île-de-France, en France, en Europe, dans le monde. Je n'ai pas besoin de sortir de ce lieu pour être dans le monde, ma condition spatiale est une condition coextensive. Et cela pose des questions fondamentales sur la façon dont nous pouvons nous organiser en démocratie non pas de façon empilée, mais de façon coextensive.

Et donc se reposer la question de la commune. Je ne parle pas de la commune à l'ancienne, des communes dans les territoires, mais appelons commune ce local qui est en fait l'atome de base à partir duquel on peut fabriquer l'ensemble des molécules complexes de notre spécialité dans le rapport au monde, à partir de lieux où on peut commencer à se projeter. Dans ce cas les différentes institutions que l'on peut se donner sont complémentaires, c'est-à-dire qu'elles sont à chaque fois un lieu

supplémentaire d'ouverture du champ des possibles de l'action politique, et non pas un lieu de contrôle et de superposition. Je travaille au niveau de la commune tout ce qu'il est possible et imaginable de maîtriser, fabriquer, transformer au niveau communal. Et dès lors qu'il y a un espace dans lequel ma vie (individuelle et collective) se déploie et que je ne peux pas maîtriser à partir de ma commune, il y a une autre institution qui se met en place, etc. Ce changement de regard sur l'empilement des institutions ou la coextensibilité avec les institutions, je pense que c'est aussi une direction à réfléchir sur la façon dont la nouvelle démocratie, ou notre démocratie, plus fortifiée, peut se mettre en place.

Makan Rafatdjou

Redéfinir et réarticuler la politique et la démocratie

Patrick Vassallo

Sur la question de la réarticulation de l'individu et du collectif et de l'émergence de l'individuation, je partage complètement ce qu'a dit Pierre Zarka. Je remarque simplement que l'on n'a pas beaucoup avancé depuis une bonne vingtaine d'années que cette question a été posée, y compris du point de vue d'un certain nombre d'organisations.

Qu'est-ce qu'on entend par démocratie ? C'est un terme que l'on n'utilise jamais au pluriel, comme si il n'y avait qu'une démocratie avec un D majuscule dont la définition s'impose en tout cas, en tout lieu, dans toute collectivité, et dans toute culture. Il y a là déjà un soupçon d'illégitimité d'entrée de jeu. On le voit bien d'ailleurs dans le débat qu'il peut y avoir autour des thèses de Badiou : la démocratie dont il parle c'est la démocratie bourgeoise (de ce point de vue, je partage totalement la critique qu'il en fait). Cela vaut aussi pour une part de ce que dit Dominique Rousseau : on ne peut pas réduire la démocratie à ce seul aspect, à cette seule philosophie et à ce seul périmètre de la démocratie bourgeoise.

Il me semble d'ailleurs que dans la culture communiste historique, nous avons un vrai problème par rapport à cela, d'autant plus fort que la légitimation du mouvement communiste s'est faite assez largement par parasitage de la démocratie bourgeoise. Plus y avait de communistes dans les institutions, plus le communisme était reconnu, à tel point d'ailleurs que (je suis assez bien placé pour le savoir, comme Badiou) que ceux qui posaient la question d'être communistes autrement se sont assez vite fait exclure comme étant des infantiles et de dangereux gauchistes. Encore aujourd'hui, par exemple dans les débats qu'il y a sur la question sociale dans *l'Huma* ces derniers jours, on voit bien que l'on a un fond de pensée culturelle un peu compliquée.

Et quand on va un tout petit peu plus loin et que l'on pose la question des institutions, nous nous demandons s'il faut forcément les laisser aux libéraux ou sociaux-libéraux, comme si nous posions un tabou d'entrée de jeu en disant que peut-être, dans certaines situations, il faut laisser les institutions à ceux qui, finalement, y sont très bien.

Pour faire autre chose peut-être à un moment donné faut-il faire le choix de ne pas privilégier l'institution. Or aujourd'hui c'est extrêmement compliqué de faire de la politique sans en passer par là. Avec Patrick Viveret, on essaie d'organiser un certain nombre de choses, et on voit bien tout de suite les tirs que l'on prend d'un côté (ça manque de politique ; c'est pas assez de classe...), les suspicions viennent avant les tentatives de compréhension. Et pour ce qui nous concerne nous ici, sur les questions d'autogestion et d'appropriation, c'est sans doute une ficelle, un accès qui intéressant pour trouver des éléments de réflexion et des réponses qui peuvent être utiles et efficaces.

Il faudrait que l'on poursuive notre discussion, y compris historiquement sur toute une série de questions : nous n'avons jamais discuté d'Ujamaa, tentative de rénovation de la démocratie en Tanzanie dans les années 70 et 80 ; or, pour avoir suivi un peu cela, je trouve qu'il y a là peut-être des

choses qui pourraient aujourd'hui nous rendre un peu plus intelligents. Et on pourrait le dire aussi d'un certain nombre d'autres secteurs. Pour ceux qui ont lu le bouquin d'Eric Dupin sur les défricheurs, sans parler de mouvement parce que le terme globaliserait ce qui ne l'est pas, on voit bien qu'il y a là toute une série d'initiatives qui ne se situent pas dans l'institution, qui posent l'en commun d'une autre façon (pas forcément très nouvelle, Marcuse à une époque avait pointé cela). Il y a des choses fort intéressantes là-dedans, y compris sur la base : c'est tellement figé qu'on ne peut plus rien faire, faisons donc autre chose et construisons par ici. L'habitat coopératif, par exemple, qui se développe de façon assez notable. La discussion de jeudi dernier à l'Atelier dans le cadre des matins de *l'Humanité* sur l'Économie sociale et solidaire a pointé les contradictions que nous avons dans le mouvement de IESS sur cette question (alter économie ou RSE, pour le dire ainsi), mais aussi comment en reliant la question du coopérativisme dans l'habitat à l'agriculture urbaine on avait aujourd'hui un champ extrêmement large de possibles, qui n'attendent ni le grand soir ni la prochaine échéance électorale.

Quand on parle de redéfinir la politique, n'y a-t-il pas à prendre la politique par tous les bouts, et pas seulement celui par lequel l'urne fait sortir la ficelle ? Donc c'est toute la question de comment on réarticule l'autonomie, la solidarité, la cohérence. L'ESS là-dessus est un secteur où aujourd'hui cette question se pose, mais elle se pose aussi par exemple dans les tentatives de redéfinir la démocratie locale et la démocratie participative, où c'est encore plus compliqué. Sur le champ du travail, au fond la question posée est celle de comment avoir des droits pour les précaires et les chômeurs qui ne se font pas sur le dos des droits des salariés, notamment de ceux qui sont en CDI, ceux que l'on appelle les salariés à statut. Autrement dit, comment aujourd'hui défendre un nouveau corps de droits, qui sont à la fois une avancée pour les salariés dits à statut (voire pour les retraités), et en même temps pour les intermittents, chômeurs, précaires, intérimaires en tout genre, qui sont aujourd'hui ceux qui payent (notamment quand ils ont moins de trente ans) la cohérence, la configuration sociale des autres. C'est aussi, il me semble, la question posée par la ville servicielle (je fais référence aux derniers travaux de Christian Dutertre) qui ne traite pas seulement de la dématérialisation et numérisation, mais aussi d'une désarticulation et réarticulation de l'accès aux services (et notamment aux services publics), qui est bien une question de démocratie.

Si on pose la question de redéfinir, il faut aussi se poser celle de refonder. Cela vaut pour le champ politique, associatif et syndical, nous avons besoin aujourd'hui de retisser les choses du point de vue des intéressés, pas du point de vue des institutions. On ne peut pas dire qu'il faut de la démocratie directe, comme diraient certains (c'est la limite de Rousseau), à partir du moment où on met les fondements d'abord par rapport à l'institution. C'est aussi remettre en cause la Démocratie avec un D majuscule souligné. Il y a sans doute besoin de raccorder des formes démocratiques au temps, la démocratie de l'immédiateté n'est pas forcément un terrorisme, mais en même temps il y a besoin de temps long pour construire des choses. Et dans ce temps long, le temps de chacun n'est pas à la même vitesse, donc nous avons des vitesses qui sont aujourd'hui très asynchrones, asynchrones selon les individus, selon les saisons, selon les moments et aussi selon les sujets traités.

L'un des soucis que nous avons aujourd'hui c'est que nous avons un en commun qui est fractionné. Or historiquement, dans le premier siècle et demi de construction du capitalisme, nous avons un en commun relativement unifié (à partir de la ville industrielle, en gros), avec des erreurs typiques et atypiques, cela indiquait bien qu'il y avait un typique. Aujourd'hui on a un en commun qui est extrêmement fractionné, avec un enjeu pour nous, parce que le Front national, lui, que fait-il ? Il crée un en commun à partir de ce qui n'est pas fractionné. Il exclut les fractions et donc l'en commun c'est le reste ; et à partir de là il construit un corpus politique qui se tient (et c'est le seul qui en a un par les temps qui courent, soit dit en passant, en tout cas le Front bleu marine). Et donc il me semble qu'il y a pour nous un enjeu majeur à voir, et à tenter et expérimenter comment on peut créer de l'en commun (ou des en communs) à partir de cette situation extrêmement fractionnée.

Patrick Vassallo

Une politique de radicalisation de la démocratie

Francis Sitel

Je partage ce à quoi Gilles Alfonsi nous a invités, c'est-à-dire à s'intéresser à ce que raconte Badiou, compte tenu de l'autorité intellectuelle qui est la sienne, de l'intérêt de beaucoup de choses qu'il dit, et de l'écho qu'il rencontre dans les milieux qui sont les nôtres. Le problème sur la question de la démocratie dans la pensée de Badiou, c'est cette idée d'une radicalité qui ferait que la dénonciation de la démocratie serait le signe d'une fidélité au communisme. Il y a effectivement d'une part l'assimilation à la démocratie bourgeoise, parlementaire, représentative, et pas au mouvement historique de la démocratie (le mouvement de "l'égaliberté", selon la formule de Balibar) ; et d'autre part il ne prend pas en compte une série d'éléments qui sont massifs.

Le premier, c'est que l'histoire du XIX^e et du XX^e siècle n'est pas une histoire dominée par la démocratie. Celle-ci en est une composante, mais au XIX^e siècle il y a une droite contre-révolutionnaire qui y est tout à fait hostile et qui est dans la dénonciation de la démocratie ; et le XX^e siècle, c'est quand même la séquence totalitaire sous sa forme fascisme, nazisme et stalinisme. Donc la leçon de l'Histoire, c'est que ce n'est pas la victoire de la démocratie, il y a une réalité contradictoire.

Le deuxième élément, c'est que l'incompatibilité entre le capitalisme et la démocratie (y compris la démocratie représentative) est une incompatibilité croissante. Si on ne voit pas, c'est parce que l'on est victime de deux illusions : l'une, entretenue par la pensée bourgeoise, qui est de dire que le capitalisme est porteur de démocratie (et inversement que si on combat le capitalisme cela veut dire que l'on combat la démocratie) ; l'autre, plus actuelle, est cette idée qu'aujourd'hui nous sommes tous démocrates, qu'il n'y a plus de forces qui se définiraient comme ennemies de la démocratie. On peut combattre ces illusions en fonction de données qui sont tout à fait décisives : la Chine est l'exemple le plus massif d'un capitalisme extrêmement dynamique, sans doute le plus puissant aujourd'hui, qui se construit sur des bases qui sont, pour le moins non démocratiques. Et on pourrait trouver d'autres exemples. Il y a le fait aussi que le capitalisme dans son ensemble, c'est-à-dire le capitalisme contemporain, mondialisé, financiarisé et en crise depuis les dernières années, est un capitalisme dont les logiques profondes doivent se passer de toute référence à une légitimité populaire et s'imposer de manière dictatoriale, parce que c'est un capitalisme qui accroît, aggrave, exacerbe les inégalités sociales, et qui donc rend de plus en plus formelles les prétendues égalités citoyennes politiques. Là aussi, donc, une contradiction est à l'œuvre.

Le troisième élément que Badiou ne prend pas en compte dans ce type de logique, c'est effectivement la question du Front national, dans le cadre de la situation française. Il me semble que là il faut s'interroger sur le fait qu'on a quelque chose de tout à fait inédit, un néofascisme sous masque démocratique. C'est-à-dire qu'à la différence du fascisme historique qui était une anti-démocratie, on a un fascisme (néofascisme ou para-fascisme, peu importe) qui peut - c'est un des paradoxes en particulier de la situation française actuelle - se revendiquer de la démocratie, dans la mesure où il fait jouer une réalité : comment justifier que 25 % de l'électorat ait la représentation institutionnelle qui est celle du Front national aujourd'hui ?

Tu évoquais des symptômes de cela, le fait qu'aujourd'hui certains (Bartolone) s'interrogent sur le fait de rendre le vote obligatoire - c'est complètement absurde par rapport à cette situation - ou l'interrogation plus intéressante du côté de la droite sur le fait qu'il faudrait de la proportionnelle pour essayer de gérer cette contradiction qui devient tout à fait explosive. Le problème que cela nous pose, c'est que la crise démocratique au sens de crise du système tel qu'il existe aujourd'hui, tel que cela se répercute sur cette place du Front national, fait que l'on a la possibilité d'une majorité électorale qui soit une majorité qui refuse la démocratie. La perspective d'une victoire électorale du Front national est le type d'alerte qu'il convient de prendre en compte, et qui devrait écarter tous les jeux politiques consistant à instrumentaliser pour tel ou tel scénario politique cette réalité du Front national.

Le deuxième point que je voudrais aborder, c'est justement que si on prend au sérieux cette alerte que représente la réalité tout à fait spécifique du Front national dans le jeu actuel du système politique actuel, cela doit inviter à considérer que dans cette notion de crise de la démocratie il y a une contradiction, il y a deux faces. Il y a une face négative, avec la crise du système politique, le suffrage universel, le fait que les élites politiques (et cela inclut tous les partis politiques y compris les nôtres) sont privées d'autorité légitime, perçues comme extérieures, comme ne reprenant pas en compte les aspirations populaires. Le problème du vote, ce n'est pas de le rendre obligatoire, ce serait de trouver un argument qui permette de convaincre les électeurs que leur vote a une efficacité quelconque par rapport aux problèmes qui sont les leurs, c'est cela qui est à la racine. Avec, dans ce jeu politique compte tenu de la crise, un certain nombre d'impostures politiques, de capacités des acteurs politiques à trahir leurs promesses. J'ouvre une parenthèse par rapport à la formule que Gilles a utilisée sur un NPA rattrapé par sa culture d'origine : je ne partage pas cette vision. Je pense que ce qui s'est passé dans le scénario du NPA c'est un dérapage politique, dont on peut trouver d'autres exemples, c'est-à-dire d'une organisation ou d'un parti qui, à un moment donné, apparaît comme faisant des promesses d'ouverture et de changements politiques qui font qu'il cristallise un certain nombre d'aspirations, et qui, en fait, dérape sur des jeux qui sont des jeux politiques (en l'occurrence de sectarisme et de gauchisme un peu débridé). C'est plus un dérapage que d'être rattrapé par son passé, et si on prend les autres exemples cités de ce type d'aventure politique négative, on retrouverait des scénarios semblables, de difficulté à trouver prise sur ce que sont les attentes et les aspirations auxquelles dans un premier temps on prétend répondre. Il y a aussi, pour aller vite, tout le discrédit qu'alimente nécessairement une politique autour de la personnalisation, de la communication, de la politique spectacle. Tous ces éléments-là sont des éléments désagrégateurs, et relèvent d'une certaine violence symbolique par rapport à ce que sont les aspirations démocratiques. Donc cela, c'est la face négative de cette crise de la démocratie.

Mais il me semble qu'il y a une face positive, qui est qu'il y a des aspirations démocratiques profondes qui renvoient à ce mouvement historique vers plus de démocratie. Et quand on veut être en prise avec ces aspirations et qu'on le fait à partir d'un champ qui est nécessairement celui des partis politiques, de la politique traditionnelle, il y a une grande difficulté à trouver prise sur ces aspirations, d'où ces dérapages, ces tromperies, ces déceptions créées de façon régulière dans ce mouvement, dans cette articulation qui est difficile à trouver.

Je rejoins ce que disait Makan sur ce plan : trouver cette prise ce serait réinstruire une politique qui soit une politique progressiste émancipatrice. On mène le débat dans Ensemble ! autour de ce mot émancipation. C'est un mot valise dans lequel on peut tout mettre, mais en même temps on ne dispose pas d'une notion plus performante aujourd'hui que celle-ci, à condition de prendre toute la complexité de ce mouvement d'émancipation que l'on voudrait. L'émancipation c'est s'émanciper "de" quelque chose (donc un combat pour se libérer des aliénations du système qui oppresse et opprime), et c'est un mouvement "pour" autre chose (cela c'est la dimension positive), mais qui vise à créer un autre instituant, parce que ce n'est pas simplement rester dans la volatilité. Et un mouvement qui ne peut dégager ce nouveau modèle social, cette nouvelle société, ce nouvel institué que si c'est l'action même du mouvement et de l'acteur de ce mouvement. Il faut que cette émancipation soit une auto émancipation. Le *demos* n'est pas une donnée, c'est un acteur qui se construit de par son action même, à condition qu'il puisse réunir tous ces éléments : être au clair sur ce qu'il combat, et au nom de quoi il le fait parce qu'il y a un progrès possible - je pense qu'il faut sauver la notion de progrès malgré toutes les difficultés qu'elle présente.

On a ce problème-là quand on dit crise de la démocratie, il y a cette difficulté à construire, proposer, élaborer ce que serait une véritable politique démocratique qui ne soit pas de dénonciation de la démocratie mais, à l'inverse, de radicalisation de la démocratie. C'est-à-dire à la fois d'assumer ce qu'il y a d'acquis positif dans cette notion de démocratie, dans ce mouvement historique de la démocratie, non pas pour le geler, le muséifier, mais pour en faire le tremplin d'un dépassement vers une réelle démocratie.

Francis Sitel

Démocratie, citoyenneté, émancipation

Louis Aminot

Je vais commencer par une anecdote. Cela se passe en 1978-1979, avec Michel Zilbermann nous sommes reçus par Georges Marchais. Vous vous rappelez de la période, en 1977 de nombreuses victoires aux municipales, beaucoup de nouveaux adjoints, donc le Conseil national des élus communistes se développe et j'en fais partie. Ceux qui ont connu Georges Marchais le savent, on n'avait pas beaucoup place à la parole, il fallait surtout l'écouter. À un moment donné, on en vient au problème de la démocratie précisément, parce qu'il y avait eu 78 et la rupture avec le Programme commun, je lui dis que nous, les communistes de base, nous avons été mis hors sujet. Et je lui parle, entre autres novations, d'imaginer de proposer à l'Assemblée nationale d'organiser les élections législatives (qui venaient de se dérouler dans les conditions dont vous vous souvenez) sur les lieux de travail, parce que la séparation travail/territoire électif, cela ne va pas. Il est parti d'un grand rire, et m'a dit que j'étais un grand farceur...

Eh bien, je reste je reste sur cette ligne-là, parce que démocratie, c'est quoi ? C'est institutionnel. Quand on parle de démocratie, ici, il n'y a pas de souci, on a tous en tête de soutenir et d'émanciper les exploités, les dominés, etc. on part de leur point de vue. Les autres partent d'un autre point de vue, nous on part du point de vue de permettre la libération des énergies, des pensées des travailleurs et du monde de la création. Or, historiquement parlant, qu'on le veuille ou non, si les espaces ont été organisés comme ils le sont du point de vue politique, c'est aussi parce que dès le départ, les forces qui les ont organisés, ont inscrit dans la pensée, la démarche et les institutions, que les lieux de travail n'étaient que cela, ils n'étaient pas des lieux de vivre ensemble. Les lieux de la joyeuseté, du plaisir, du désir étaient autres, les lieux où on pouvait s'organiser ensemble étaient les territoires hors travail (de production de biens matériels, de services, de pensée, de santé, etc.). Cette question-là doit rester majeure.

Plus tard, après avoir été, avec toute une génération de communistes, débarqués (ou le parti nous avait quittés, comme on voudra), j'étais avec Henri Lefebvre et pour aborder ces questions de démocratie lui parlait souvent du désir de citoyenneté. Il a d'ailleurs organisé un colloque, publié par Syllepse en son temps et introuvable aujourd'hui, qui justement abordait la question de la vie démocratique à partir des considérations un peu partielles et partiales que Pierre a abordées dans le fond. Cela m'a un peu rassuré qu'à la fin de son intervention il vienne sur cette question. Le travail est essentiel pour la vie démocratique. Si on prend en compte ce que signifie la vie d'un être humain, c'est le travail.

Plus tard, quand je suis devenu pour la deuxième fois adjoint au sport, sous l'influence de Michel Zilbermann, d'Alain Arvin-Bérod, puis d'Henri Lefebvre et de Patrick Tort, j'ai innové sur le terrain de la démocratie dans mon mandat. Je me suis épuisé, parce que c'est un épuisement aussi d'organiser la vie démocratique, mais j'ai innové. On a fait l'organisation de la préparation budgétaire dans le domaine sportif avec des citoyens. C'est une expérience unique en France, malheureusement : l'organisation concrète du budget de la ville de Brest concernant le sport était portée par d'autres copains, mais elle était unique dans la mise en œuvre. On avait donc divisé la ville, et j'avais demandé à la DCN et à la ville de Brest de me permettre d'aller organiser le débat dans l'enceinte de l'Arsenal qui avait un grand club sportif. Cela a été refusé, bien entendu, puisque pour les raisons que j'ai indiquées, c'est ailleurs qu'on fait de la politique.

Moi je pense que cette question de la démocratie devient importante, parce que nos adversaires utilisent la démocratie pour faire fuir la vie démocratique de nos vies. Et c'est cela la difficulté que nous avons à gérer. Parce que quand les uns et les autres (Makan l'a dit à sa façon avec l'Iran) nous sommes ailleurs et disons que, quand même, nous avons la chance d'être en régime démocratique, cela veut dire que l'on a oublié ce que c'est que la vie démocratique, c'est-à-dire l'épanouissement, le plaisir, le désir de vivre ensemble. Il faut le générer, et cependant il existe des lieux où cela se fait. Les villes sont intelligentes de ce point de vue. Je vais prendre celle de Brest parce que je la connais. On parle de démocratie participative, on a créé des conseils de quartier parce que cela correspond à la loi, etc. Mais dans ces lieux-là, en fait, on fait parler des trottoirs, des fleurs, cela prend du temps (les gens

s'amuse d'ailleurs), et puis l'essentiel de la construction de la structuration de la ville reste réservé aux élites qui sont élues pour cela.

Ce sont des exemples mais si je me trouve bien ici c'est parce que justement on cherche à dépasser les choses, et à inventer. Mais dans l'invention il faut que l'on introduise bien la nécessité de mettre en place les lieux de travail, c'est d'une importance majeure. Je participe de loin à la préparation de COP 21 parce que je suis membre de Green Cross : tout ce qui touche aux problèmes de défense, des armées, est exclu ! C'est hors jeu, donc cela ne relève pas de ce territoire, précisément pour les mêmes raisons de fond que j'ai indiquées tout à l'heure. On veut bien développer la démocratie, mais pas que l'on touche aux pouvoirs essentiels.

Donc comment va-t-on faire concrètement, là où nous sommes les uns et les autres, pour aller dans le sens évoqué par ceux qui sont intervenus sur le fond plus théoriquement que moi ? Comment va-t-on mettre ça en œuvre dans la pratique, sur la durée ? La démocratie sans citoyenneté et sans volonté d'émancipation, cela n'existe pas, sans autogestion, cela ne peut pas exister : comment met-on ces choses-là en mouvement dans les territoires et sur les lieux de travail où nous sommes acteurs les uns et les autres ?

Une petite chose pour conclure : je suis très sceptique sur le référendum local parce que ce doit être aussi un processus plus qu'un moment. À Brest, la population a été appelée à voter par référendum pour ou contre le tramway ; elle a voté contre et donc cela a été levé ; la nouvelle équipe qui a été réélue, pour éviter d'avoir à affronter le référendum, a inscrit une phrase sur le tramway dans le programme ; et après on a dit : vous avez approuvé le tramway, donc pas de référendum. Et on a fait le tramway dans des conditions qui sont d'ailleurs très discutables pour Brest. Le nouveau projet maintenant, c'est quelque chose d'inédit pour Brest (et pour la France parce que nous sommes les premiers), un téléphérique qui va surmonter la petite rivière. Tout le monde demande un référendum et la ville, bien entendu, dit non.

Louis Aminot

La politique et la démocratie : pour transformer les choses

Bruno Bessière

Je n'ai jamais été un grand fan des idées antidémocratiques de Badiou, mais je dirai que le problème s'aggrave. Non seulement c'est faux, mais c'est complètement anti dialectique d'affirmer comme il le fait que les gens n'ont strictement aucun pouvoir. Là on revient à la question du mouvement et des contradictions : il y a pas de contradictions, donc il n'y a pas de mouvement possible... une telle idée est insensée ! Les capitalistes ne seraient pas obligés de se battre pour maintenir et accroître leur domination si les gens n'avaient aucun pouvoir. En outre, cette idée est complètement démobilisatrice, et donc, de mon point de vue, parfaitement anticommuniste.

Par ailleurs, concevoir la démocratie comme le seul produit du capitalisme me paraît tout aussi aberrant. Tout d'abord, c'est n'avoir aucun regard historique. Que s'est-t-il passé dans l'Antiquité ? S'il y a eu des expériences démocratiques à cette époque-là, alors cela veut dire que c'était déjà la domination du capitalisme ? Cela me paraît relativement discutable. Et que fait-on des pratiques démocratiques dans les sociétés traditionnelles, qui fonctionnent essentiellement à l'élaboration collective des décisions, au consensus, etc. ? Ou alors on considère qu'ils ne font pas partie de l'Humanité, c'est peut-être ça l'idée ? Ce n'est certainement pas la mienne en tout cas. Que fait-on des luttes sociales démocratiques ? de la Commune de Paris ? Je pourrais multiplier les exemples, mais cette thèse de Badiou me paraît aberrante et dangereuse.

Une autre idée dangereuse, c'est que l'on a plus de succès en visant petit qu'en visant une transformation profonde et radicale. L'exemple cité par Pierre Zarka tout à l'heure des lois Auroux est assez emblématique. Ces lois n'ont pas été inscrites dans la perspective ambitieuse d'une appropriation du pouvoir dans les entreprises, et comme tout le monde sait que de toutes façons, cela ne va pas suffire à y prendre le pouvoir, du coup cela n'intéresse plus grand monde. Pierre parlait des propositions de remplacer le présidentielisme par des réformettes qui ne règlent absolument rien quant à l'appropriation du pouvoir par le plus grand nombre : c'est pareil, cela a un côté dérisoire, et ne répond pas au problème.

Donc globalement, si la politique et la démocratie n'ont d'intérêt qu'en fonction de la possibilité qu'elles permettent de changer les choses dans le sens que l'on souhaite, tout ce qui se situe en deçà est vécu comme inutile.

Concernant l'intérêt général, je partage les doutes émis par Gilles Alfonsi dans son introduction. Je pense que c'est une vaste imposture, pour moi l'intérêt général n'existe pas. Tout d'abord, cela voudrait dire qu'il n'y a pas d'intérêts contradictoires dans la société, et dans une société de classes, c'est quand même assez drôle ! On a tout un tas de références à l'intérêt général de personnes qui défendent des politiques parfois complètement différentes ; je ne vois pas comment des politiques complètement opposées peuvent toutes représenter le même intérêt général ! Mais la grande caractéristique de ces déclarations, c'est qu'il s'agit d'un intérêt général décrété par leurs auteurs, jamais construit collectivement, ce qui est aussi assez savoureux. Bref, cet intérêt général est généralement le prétexte à justifier des politiques qui n'ont rien à voir avec l'intérêt du plus grand nombre.

De toute façon, c'est assez logique : dans un système social de domination d'une classe minoritaire sur tous les autres, la question du pouvoir et de la démocratie vue par cette classe dominante, c'est la question de la captation du pouvoir à son profit pour l'imposer à tous les autres. À l'opposé, je pense qu'une conception véritablement démocratique du pouvoir, de la politique ne peut être qu'autogestionnaire et ne peut être qu'un mouvement de généralisation de cette appropriation autogestionnaire du pouvoir.

Et du coup j'en viendrai à ce qu'a dit José sur la nécessité de s'interroger sur un certain nombre d'échecs d'expériences qui ne s'inscrivaient pas dans l'optique de la démocratie bourgeoise. Je pense que cette interrogation est très utile. Mais autogérer les entreprises comme l'a fait la Yougoslavie à une

époque, en refusant l'autogestion de tout le reste (et notamment des décisions politiques nationales) conduit évidemment à une impasse et à des contradictions assez explosives. De même avoir un bout de pouvoir sur des institutions politiques, ne serait-ce qu'avec le droit de vote (ou d'autres dispositifs, peu importe) mais en n'ayant aucun pouvoir ou quasiment aucun sur son travail par exemple, ou sur d'autres aspects de la vie en société, ne peut en aucun cas être satisfaisant. Et quand en plus l'expression de sa volonté est complètement détournée pour être utilisée exactement au contraire de ce que l'on a voulu (Hollande et les autres, je me situe dans l'actualité mais c'est applicable à ses prédécesseurs), on nous fait croire que tout cela est démocratique, mais il est évident que la démocratie vue ainsi ne présente guère d'intérêt.

Si on pense la politique comme pouvoir de décision sur les choix collectifs, alors on fait sortir la politique des limites étroites des seules institutions politiques, et plus encore, de la délégation de pouvoir. Cela permet de porter une conception véritablement autogestionnaire et démocratique de la politique. Je préfère parler de démocratie autogestionnaire plutôt que directe, qui me paraît trop restreint : cela suppose une espèce de présence physique au moment de la décision, évidemment impossible à une échelle un peu vaste. Donc soit on considère que l'autogestion ne peut se limiter qu'au local, qu'à l'entreprise (ce qui me semble être une erreur dramatique et source d'échec), soit il faut considérer que l'autogestion, ce n'est pas seulement la démocratie directe mais aussi la mise en commun à tous les niveaux des élaborations faites sur tous les territoires. Je rejoins là ce que disait Makan Rafatdjou sur le fait que l'on est présent au monde quel que soit le lieu où on est, et que l'on peut donc poser toutes les questions, relatives à tous les niveaux d'organisation et de décision, à partir de chaque lieu. En cela, je m'oppose complètement au localisme, où (l'exemple que citait Sylvie sur le référendum local ne pouvant porter que sur des questions de la compétence locale) on voit qu'il conduit à priver de pouvoir, ne serait-ce que d'expression, sur des questions qui pourtant nous concernent mais qui dépassent le seul niveau des compétences municipales. Ceci étant, la loi a été faite ainsi et on sait bien pourquoi, mais nous il nous faut porter exactement le contraire. Il en est ainsi des conseils de quartier limités aux questions du quartier : on n'est pas prêt de changer la société dans un sens émancipateur en s'enfermant dans des questions de portée aussi restreinte ! Si le communisme, c'est le mouvement d'émancipation, alors le communisme n'a aucun sens sans démocratie. Et là encore vous comprenez que je me situe à l'extrême opposé des conceptions d'Alain Badiou.

Cependant, l'égalité n'est pas l'uniformité. Pour rebondir sur une question soulevée par José Tovar, il peut y avoir à la fois du commun et du différent dans l'égalité. Pourquoi tout le monde devrait-il être façonné sur le même moule ? Je pense que c'est à l'opposé de l'idée d'émancipation, de liberté, etc.

Quelqu'un a posé la question du pourquoi les organisations qui se revendiquent de la démocratisation de la société ont du mal à concevoir et à porter des propositions réellement démocratiques plutôt que des réformettes marginales (je traduis l'idée avec mes mots mais je pense être assez fidèle). J'ai une petite idée (certainement pas consensuelle) : pour l'essentiel, ces organisations (qui souvent ont des conceptions fermées) sont dirigées par des gens qui veulent garder la main sur le pouvoir. Et donc si le pouvoir du petit nombre (du groupe, du cercle dirigeant ou de soi-même) prime sur la construction démocratique avec le plus grand nombre, on aboutit à cela. On le retrouve, par exemple, dans les conceptions fermées de l'organisation où l'enjeu principal est d'en prendre le pouvoir. Ce n'est pas comment des formes d'organisation peuvent être un moyen d'appropriation du pouvoir par le plus de gens possible, c'est comment on garde la main sur l'outil en question. Et donc, à partir de là, on ne peut pas être porteur de choses vraiment révolutionnaires.

Sur la question du temps qu'a posée notamment Sylvie Larue, je partage pleinement. Il n'y a pas de démocratie sans maîtrise de son temps, sans temps pour réfléchir et agir, de manière libre et autonome (cela ne veut pas dire seulement individuellement mais aussi avec d'autres). Parce qu'il n'y a pas seulement les capacités d'intervention et de réflexion que l'on a à un moment donné, on a aussi besoin de les accroître, et le temps est un élément clef pour le faire. Or aujourd'hui, il y a une augmentation du temps contraint au travail, un envahissement par un flot d'informations non neutres, souvent décontextualisées, matraquées, hiérarchisées, parfois dérisoires mais qui, en même temps, occupent le temps disponible des gens, et cela va à l'encontre de la compréhension du réel et de son analyse critique qui puisse déboucher sur des élaborations créatrices et émancipatrices.

Enfin il y a un autre enjeu : l'implication des gens nécessite que l'on se batte pour éviter qu'ils ne payent leur liberté d'expression ou d'action. Or - et là une loi actuellement en cours de discussion ne fait que renforcer la menace - il y a des pressions énormes (au licenciement, à l'avancement, à l'accès à l'emploi, etc.) pour ceux qui s'expriment dans un sens qui ne va pas dans celui des intérêts de la classe dominante. Et je ne sais pas si l'on porte suffisamment d'intérêt à cette question qui freine l'implication citoyenne. Et le système de surveillance généralisée est aussi le moyen du chantage généralisé, je pense que l'on ferait bien de s'en préoccuper un peu plus.

Bruno Bessière

Construire une pensée indépendante

Pierre Zarka

Je pense que Badiou a tort, mais il ne faut pas lui faire dire ce qu'il ne dit pas. Badiou n'est pas à la recherche d'un dictateur. Il dit que le thème de la démocratie est un leurre, comme le philosophe Alain Brossat, et toute une école philosophique. Badiou dit que la démocratie est un thème mystificateur, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Je ne lui donne pas du tout raison (je pense que c'est un thème à conquérir) mais il n'empêche que le système représentatif a été conçu comme système excluant, dès le départ, voir Sieyès, Guisot et Thiers. Il y a un discours de Thiers pour expliquer aux monarchistes pourquoi il faut accepter la république qui est d'une modernité étonnante. Il dit deux choses : 1848, 1871, il y en a assez de se faire surprendre, il faut prendre le pouls régulièrement des classes dangereuses ; et depuis 1871, il est clair que ces classes dangereuses sont capables de produire leurs propres élites, il faut couper les élites de ces classes. Sur la conception de la démocratie, il y a mieux ! Nous sommes les héritiers de cela.

Il faut bien se situer, mais là aussi, faisons attention : lorsque Rousseau propose de ne pas avoir de représentant, il parle d'avoir des commis (ou des commissaires), c'est-à-dire des gens qui sont aux ordres avec un mandat extrêmement précis. Donc il ne supprime pas l'institué, il supprime l'extériorité et l'autonomie ou l'indépendance de l'institué ; c'est elle qui est en cause. Et il y a déjà institutions de fait, les coopératives agricoles qui sont des coopératives de propriétaires, les assemblées de copropriétaires, ce sont des gens qui font leur propre institution.

Par rapport à ce qu'a dit Bruno Bessière sur pourquoi les organisations font petits bras, je ne partage pas tout à fait, je pense que ce serait très simple si c'était seulement l'attachement au pouvoir, parce qu'un peu de pédagogie permettrait de nous en sortir. On a un problème qui est continu et qui nous est posé à nous ici, c'est que le capitalisme, ce n'est pas les capitalistes. C'est un système à l'intérieur duquel nous sommes. Nous faisons, nous qui sommes ici, partie du capitalisme. Et un cheminement, difficile, pour le mouvement révolutionnaire c'est de construire sa pensée indépendante. Lénine a été un adepte et un promoteur du taylorisme, et à aucun moment la révolution d'octobre ne débouche sur le dépassement du salariat, au contraire. Donc on a cette difficulté, et il faut avoir conscience de la nécessité de cet arrachement.

J'ai un tout petit point de discussion avec ce que disait Makan Rafatdjou sur l'idéologie du "tout est devenir". Je pense que c'est plutôt "tout est précaire", ce qui n'est pas tout à fait la même chose. La déclaration de Parisot, c'était d'ailleurs de dire que tout est précaire, même l'amour, et je pense qu'il y a justement une tentative d'occuper ce terrain parce que nous n'occupons pas celui du mouvement. C'est un mouvement «vers», il n'y a pas de mouvement sans cap, sans direction, mais cette notion du mouvement je pense qu'il faut qu'on l'investisse énormément.

Les droits, les luttes de classes et la démocratie

Pierre Cours-Salies

Juste 4 points, deux dont nous discutons de temps en temps et deux dont nous ne discutons pas assez souvent.

Dans notre courant, l'analyse de la crise de la démocratie, ou la démocratie, a été toujours négligé parce que c'est un thème de dénonciation, de polémique rapide, ce n'est pas un thème d'analyse sur lequel on est revenu depuis les années 70 dans le courant marxiste, marxiste-révolutionnaire quel qu'il soit ou communiste. Le début du XX^e siècle est une crise à l'échelle de l'ensemble de l'Europe occidentale et de la Russie sur la crédibilité des partis démocratiques et des institutions démocratiques, parce que la démocratie et les partis les plus démocrates apparaissent comme des partis oligarchiques, qui visent à faire participer un certain nombre d'élus qui veulent être désignés comme candidats pour le pouvoir qu'ils exerceront. Donc les partis politiques sont des partis du pouvoir oligarchique, et c'est dit ainsi. Donc quand on parle aujourd'hui oligarchie, ce n'est pas neuf, c'est le même thème dans le débat au début du XX^e siècle.

Il y a plusieurs réponses à cela, dont l'une sont les syndicalistes révolutionnaires : Jaurès pense que les syndicalistes révolutionnaires ont une place dans la construction qu'il veut faire d'une démocratie qui ne serait pas oligarchique mais qui suppose les mutuelles, les coopératives, les syndicats et un autre rapport entre les institutions et le mouvement populaire. Cela l'amène même à un moment donné, au niveau international, à être d'accord avec un certain nombre de trublions allemands ou russes sur le fait que c'est le mouvement populaire qui s'opposera à la guerre si elle est portée par les bourgeoisies d'Europe occidentale qui ont tout à gagner à la guerre alors que les peuples n'ont rien à y gagner. Donc il passe pour extrêmement marginal de gauche en France. On ne peut pas dire qu'ils aient gagné mais le débat était déjà posé en ces termes, et leur projet était celui d'une démocratie qui n'était pas uniquement le pouvoir de la classe opprimé pouvant s'imposer indépendamment d'un processus qui entraîne l'ensemble des peuples concernés. Cette affaire dure depuis longtemps. La réponse apportée par Max Weber a aussi duré très très longtemps, et continué à durer même si elle est en crise. C'était de dire à la même époque qu'il n'y a pas de démocratie, il n'y a que des pseudo démocraties et qu'il faut cesser de croire que l'on critique la démocratie au nom de la démocratie. Il n'y a que des pseudos démocraties qui intègrent les diverses contradictions sociales, et qui doivent les intégrer. D'ailleurs, il disait qu'il fallait que Kerenski gagne parce que c'était une pseudo démocratie, que sinon il y avait Lénine, les racistes, les généraux blancs, et qu'il y aurait un affrontement de classes incontrôlable si Kerenski ne gagnait pas. Ce qui fait que quand on dit autogestion, nous, nous devrions dire que c'est un projet d'auto-émancipation où il y a eu déjà des pratiques plus ou moins réussies, plus ou moins échouées, mais des pratiques.

C'est un sujet qu'il faut que l'on travaille parce que je rejoins ce que dit Pierre Zarka des positions de Sieyès. Sieyès (parce qu'il se prend pour le Kant de la philosophie politique en laissant à Kant le fait d'être le philosophe des sciences et de la réflexion morale) explique dans divers textes que la représentation, c'est faire en sorte que ceux qui doivent profiter du savoir-faire de la minorité qui doit diriger soient représentés. La représentation consiste à sélectionner ceux qui ont le droit de diriger, qui auront les devoirs et les droits, alors que les autres auront simplement le droit d'en attendre les résultats. Donc c'est l'instauration en même temps d'une pratique et d'un projet de politicien professionnel.

La deuxième chose dont on discute plus souvent, mais que l'on ne relie pas à cela - et c'est pour moi maintenant un problème majeur - c'est la question des droits que l'on ne connecte pas à la question des luttes de classes, et à la question de la démocratie. Or, en travaillant un peu sur ces sujets (j'ai écrit dans un article de *Contretemps*, très bonne revue à laquelle il faut s'abonner, ou qu'il faut acheter), je pense que nous avons un retard du mouvement ouvrier dans ce qu'on pouvait, dans ce que l'on aurait

dû et dans ce que l'on doit exiger comme réalisable. On a un retard d'au moins cinquante ans. Je m'amuse à dire que les chars russes, quand ils écrasé le printemps de Prague, ont aussi écrasé un peu notre capacité de réflexion critique. En avril 68, le Parti communiste prend la décision que les entreprises pourront être mises en autogestion. Les syndicats existeront parce qu'il faut conserver les possibilités de contestation compte tenu des situations réelles. Le programme, c'est que puisqu'on a atteint un certain seuil de production, il faut maintenant se soucier de démocratiser les décisions sur la production, pour avoir plus de souci de l'écologie, parce que sinon notre industrie va détruire la nature. Gorz écrit en 63 un livre qui est inspiré des *Grundrisse* de Marx (à l'inverse de Flipo a écrit dans *L'Huma* récemment en disant qu'il ne s'inspire que de Sartre ! Il ne l'a pas lu, et c'est normal, il est prof de philo, il ne peut pas tout lire, il se fait ses références au fur et à mesure qu'il écrit). Gorz a travaillé sur les *Grundrisse*, et il explique que le temps libre et la réorganisation des rapports sociaux est décisive si on veut sortir des contradictions du système capitaliste. Cela date quand même de très longtemps. L'effet de cela, c'est que ce qui était possible ne s'est pas produit, mais par contre les capitalistes ont su sélectionner un certain nombre de savoir-faire (les gens qualifiés), et les autres sont restés dans la déqualification. Et on n'a pas exigé la baisse du temps du travail, la réorganisation du temps de travail pour que tout le monde ait sa place dans la société ; puisqu'on ne l'a pas fait, c'est qu'implicitement tout le monde n'en est pas capable. Personne d'entre nous ne dirait comme Pierre Mauroy en 83 que ceux qui sont au chômage portent en eux le fait qu'ils ne sont pas capables de porter le monde moderne, je pense qu'on ne le dirait ou ne l'écrirait pas. Mais c'était le Premier Ministre de Mitterrand et il fait partie du bilan que Marchais avait déclaré plus positif que la Libération et le Front Populaire réunis. En réalité, on ne se rend pas compte comment des générations ont été marquées par les déqualifications, fermetures d'entreprises, ne pas trouver des emplois, cumuler des petits boulots ... on a des gens qui ont des enfants de 15 ans et qui eux-mêmes n'auront eu que des petits boulots précaires. Et on a dans la société quelque chose qui est un élitisme implicite, une hiérarchie qui fait que la société est comme elle est et que beaucoup de gens ne sont pas capables de réagir.

Donc il faut revendiquer des droits. Le texte proposé par Boccara comporte des aspects réactionnaires, puisque c'est uniquement pérenniser les contrats de travail pour ceux qui en ont un. Le texte de la CGT comporte une ouverture sur le fait que ce doit être une sécurité sociale professionnelle atteignant tous les salariés. Ce sont encore des discussions au sein des la CGT, mais elles sont intéressantes. Là cela met le doigt sur les nouveaux droits indispensables compte tenu des progrès techniques, de l'évolution technique. Les gens ne produisent pas parce qu'ils font des tâches morcelées, mais parce qu'ils ont des savoir-faire collectifs et savent s'adapter aux savoir-faire collectifs, aux informations collectives, et il y a des gens dans les divers boulots qui donnent des informations collectives pour qu'il y ait une efficacité collective. Cette chose-là mérite d'être valorisée, on ne le fait pas. Or le droit des individus d'avoir un emploi et des revenus décents toute leur vie comporte la reconnaissance de ces capacités collectives-là. Sur les droits, je pense qu'on y travaille déjà mais qu'il faut approfondir.

Sur les institutions, on travaille trop peu. Dominique Rousseau a publié un texte dans *L'Huma* du 16 avril sur "Inventer l'Assemblée sociale" et je voudrais dire pourquoi cela me paraît important. En réalité, le débat, c'est de savoir si on répond en termes de nouvelles institutions où tout le monde est reconnu, a sa place et peut être écouté, ou pas. Si on ne répond pas en termes d'institutions concernant l'ensemble des situations (les précaires, les qualifiés, les ingénieurs, les intermittents du spectacle), si on ne donne pas une réponse qui correspond potentiellement à tout le monde, on a un Front national qui correspond à une réponse. Le score du Front national, d'ailleurs, n'est pas né de la politique de Hollande - j'ai rencontré ce débat dans Ensemble ! donc il doit être mené -, Marine Le Pen faisait 6 millions de voix en 2012. Ce qui s'est passé depuis, c'est que les chrétiens réactionnaires, les gens qui se sont dit qu'ils étaient trahis par les destructions d'emplois, qui étaient des abstentionnistes ou des votants occasionnels de droite, sont passés à l'extrême-droite. Et il y a une consolidation du Front national, à 5 millions aux dernières élections départementales, mais elle en avait 6 millions en 2012. Donc la question réelle c'est le ressort de cette affaire-là, et ce ressort c'est le "c'était mieux avant", il faut revenir à ce qui était avant. Avant on sentait moins la présence des immigrés, là il y a trop de bougnouls ; avant on ne sentait pas que le mariage se délitait dans tous les sens (il suffit de voir la famille Le Pen pour voir ce qu'étaient les mariages idéaux) ; il ne faut pas accepter, il faut résister. Et donc on a affaire à un courant qui équivaut à ce qu'a été la Restauration en 1815 : revenons à ce qui était avant, reprenons même les choses cauchemardesques, c'est mieux que le présent. Et là-dessus la

réponse assez solide de Dominique Rousseau, c'est de dire : partons de ce qui existe, de ce qui est possible, de ce que les gens sont capables de faire, de ce à quoi ils aspirent et faisons une perspective d'Assemblée sociale qui permet de discuter aujourd'hui de ce qui est possible aujourd'hui pour demain. C'est une autre réponse. Je pense que nos élaborations boiteront tant qu'on ne fera pas ce lien. S'il y a le droit à l'emploi toute sa vie et qu'on n'a pas le droit de s'exprimer en politique, si les deux ne coexistent pas, l'un des deux n'existera pas, ou aucun des deux n'existera.

Les possibilités du déjà là existent, bien sûr. Regardez comment nous ne défendons pas les lois Auroux sur les CHSCT, remises en cause par la dernière trouvaille du MEDEF et de Hollande réunis : on rattache les CHSCT au CE, et si on veut faire une recherche de type CHSCT, il faudra que ce soit le CE qui la finance. Bref, ce qui pourrait servir à faire reculer les effets de maladie et d'accident au travail, ce qui permettrait de bien vivre, de ne pas sortir blessé ou malade du travail, on va le réduire. Et on ne le défend pas. Mais pourquoi c'était dans les lois Auroux ? Parce que ces gens avaient une rêverie, même Auroux, ils pensaient que la social-démocratie était possible, ils ont fait des lois qui permettaient, si les syndicats s'en saisissaient, d'améliorer. Je pense que c'était assez mythique, mais il ne faut pas les jeter en disant que c'est dépassé. Ce n'est pas pour rien que ce brave homme, qui a toujours été un socialiste très modéré, est allé écrire dans *L'Huma* pour dire qu'il protestait sur la remise en cause des lois Auroux par le gouvernement actuel, quand même !

Sur l'économie sociale et solidaire, mon interrogation est la suivante : l'agriculture qui retourne en ville, les circuits courts, les AMAP : oui ; mais pourquoi n'y a-t-il pas de force politique qui dise que pour pouvoir réaliser toutes ces richesses sociales, qui existent, il faut quand même traiter la question du prix foncier, du contrôle sur le foncier. Et là on touche directement à quelque chose qui est la répartition du capital entre la bourse, le foncier, donc on touche directement à la réorganisation du capitalisme. Sur cette question, dialoguons avec ceux qui font de l'économie sociale et solidaire, agricole ou pas, et voyons comment on élabore des exigences politiques complémentaires ! Non pas pour leur dire que faire, mais pour ensemble faire que ce qu'ils réalisent soit stabilisé et amélioré. Ce sont des forces qui doivent pouvoir participer à la lutte des classes comme ceux d'Alstom ou comme d'autres.

Pierre Cours-Salies

Le diagnostic, les contradictions et les possibilités d'agir

Gilles Alfonsi

Notre diagnostic, je le trouve solide : nous sommes quand même capables de dire en quoi il y a une crise de la démocratie aujourd'hui, même s'il y a toujours des enjeux d'approfondissement. Par contre, l'enjeu, c'est que cela devienne une bataille politique parce que ça ne l'est pas encore aujourd'hui, ou très peu, et en tout cas pas dans toutes les dimensions et dans tout ce que cela représente. Donc je trouve qu'en soi le diagnostic, c'est un enjeu politique et un enjeu de bataille politique.

Concernant Alain Badiou, le gros problème qu'a raison de souligner Bruno, c'est le fait de dire que les citoyens n'ont aucun pouvoir aujourd'hui. C'est totalement contradictoire avec notre idée du déjà là et des expériences autogestionnaires, ainsi qu'avec le fait d'évoquer des expériences historiques. Et donc, là, il y a quelque chose qui contribue à nous rendre impuissants et qui dévalorise tout ce que l'on peut dire sur ce sujet. Cela ne veut pas dire que la démocratie représentative n'est pas dépossession, mais que dans sa nature même il y a à la fois de la dépossession et autre chose. Les contre-pouvoirs existent, le pluralisme politique existe dans notre système, même s'il est combattu, le suffrage universel n'est pas sans valeur, etc. Et cette manière de dévaloriser totalement l'action du peuple ou les bribes de possibilité d'agir en politique est pour moi quelque chose de tout à fait catastrophique, qui pose aussi la

question du rapport entre les théoriciens (ou les intellectuels) et l'action politique. On dit vraiment cela quand on n'est pas dans le champ de l'action, quand on est juste dans le monde des idées, et que l'on peut se permettre des écarts très forts avec les réalités, les potentialités, les possibilités concrètes de l'action politique.

Sur la question de l'orientation, je crois qu'il y a des choses qui mûrissent au fur et à mesure des avancées du séminaire. La question d'être dans le mouvement, de parler d'appropriation globale, d'avoir une boussole, de situer sur le temps long, etc., tout cela devient petit à petit notre patrimoine commun au sein du séminaire et on aimerait du coup le faire partager à d'autres. Dans le débat sur institution/institué cependant, on ne peut pas échapper au fait, si on parle de délibération du peuple, que les décisions doivent se succéder. Les délibérations, les décisions, les lois se succèdent, donc la question de l'institutionnalisation et de ce qui est institué se pose, et celle du risque de l'ossification est pour nous importante. Il y a une piste que Makan Rafatdjou avait déjà énoncée et qu'il reprend ici sur le fait de destituer. Je dirai deux choses : le terme "destituer" est à mettre entre guillemets parce qu'il s'agit de destituer éventuellement ce que nous portons nous-mêmes, et que donc, sans jouer sur les mots, on pourrait réfléchir au bon terme entre destituer ou désinstituer ; et d'autre part il y a une médiation par rapport à cela, c'est le fait de désacraliser ce que l'on institue et l'institutionnalisation elle-même. Parce qu'il y a quand même une sorte de religion dans notre culture politique qui est que ce que nous parvenons à obtenir est sacré et donc devient intouchable ; et ce faisant, même quand cela vieillit, on le défend tel que c'était, tel que c'est dépassé ; et après on se dit qu'on est en retard par rapport aux évolutions de la société. Ce sont des enjeux à approfondir.

Gilles Alfonsi

Pluriel démocratique et chantiers de l'espoir

René Moustard

Ce que je vais dire est une réflexion réactive à tout ce que j'ai entendu depuis ce matin, globalement.

Notre thème, c'est redéfinir la démocratie. Je dois dire que quand j'entends, je lis ce type de formule, "la" démocratie à "re"-définir, mon cerveau s'arrête de fonctionner, il n'arrive pas à rentrer dans ce type de concept présenté comme cela à partir du moment où il fonctionne en relation avec le vécu et la manière dont je me représente l'état de la société. Pour dire cela vite, je vis dans une société capitaliste avec tout ce que cela veut dire ici en France, mais c'est une société capitaliste qui comporte beaucoup d'anticapitalisme. Et ce qui m'intéresse, ce n'est pas de ne retenir que le versant capitaliste de la société, c'est aussi de voir où en est le versant anticapitaliste, parce que les deux sont dans la société capitaliste. Donc il n'y a pas "la" démocratie. Il y a "des" démocraties, il y a du pluriel démocratique, des pratiques démocratiques de nature complètement antagoniques, elles ne sont absolument pas en train de se référer à des conceptions consensuelles, homogènes, etc. Et c'est là-dedans qu'il faut piocher pour arriver à se faire un chemin de compréhension.

À partir de là, pour m'aider à avancer là-dedans, j'essaie de me référer à des gens qui ont des idées qui m'intéressent. Je pense en particulier, du point de vue de la méthode, à Edgar Morin : la société capitaliste est complexe et il faut donc essayer de la regarder de tous les côtés pour qu'on arrive à ne pas se perdre dans cette complexité au point de ne plus pouvoir faire autre chose que de répéter et remuer tout un tas d'idées reçues, que le capitalisme d'ailleurs entretient avec les grands moyens qu'il a pour le faire. Il faut donc chercher des pistes. C'est là que je tombe sur Badiou puisqu'on en parle. Badiou a des phrases, des idées, il défend le communisme et cela m'intéresse, mais je reste René

Moustard qui va utiliser Badiou pour comprendre mieux à ma manière et à mon niveau ce que c'est. Quand il écrit que ce qu'on appelle démocratie c'est simplement l'organisation du pouvoir hégémonique dominant, moi cela me parle (cela ne veut pas dire que je mets tout là-dedans). "La" démocratie, je ne sais pas ce que c'est ; mais la démocratie organisation du pouvoir hégémonique dominant, cela devient intéressant. Et c'est à partir de là que je constate que cela a comme conséquence que les gens n'ont pas le pouvoir actuellement d'intervenir au niveau du pouvoir oligarchique. Cela ne veut pas dire qu'ils perdent le pouvoir de voter, de manifester, de discuter, boire du vin, s'amuser ou faire l'amour. Dans la société dans laquelle on vit, les gens ont beaucoup de pouvoir, à leur manière, même s'ils sont privés fondamentalement d'être les citoyens d'une société qui les dépossède en permanence de ce pouvoir-là. Donc «*la démocratie est le régime politique approprié aux formes les plus développées du capitalisme contemporain*», cela m'intéresse.

Mais pour reprendre ma formule, ce qui m'intéresse, c'est tout de suite de renverser cela. C'est-à-dire de voir l'autre démocratie qui existe aussi, que l'on étouffe, que l'on ne voit pas, et ce que l'on a dit ici à travers différents exemples. Il y en a de multiples qui sont des embryons peut-être de choses qui ne peuvent pas se développer, qui sont à l'état d'amorce, mais qui existent, vivent, sont dans la réalité. Je conteste l'idée qu'il n'y a pas de nouveau dans la société capitaliste, elle produit sans cesse du nouveau à sa manière. Et donc il faut essayer de le voir, parce que si on ne part pas de ce qui naît dans la société on ne peut pas arriver à comprendre pourquoi les choses en sont là.

Je voudrais faire un petit détour pour prendre une autre référence. C'est Robert Guédiguian, qui était rédacteur en chef d'un jour à *L'Humanité* le 24 avril, avec de très petits textes qui donnent des idées, parce qu'il a une pensée en relation avec ce qu'il est lui-même, c'est-à-dire un cinéaste, un homme qui a travaillé sur la réalité par un certain côté. Il ne dit pas les choses que les hommes politiques disent, ni celles que nous disons, nous, il dit des choses à sa manière et à partir de ce moment-là cela devient intéressant. Je cite par exemple un de ses textes : « *Soyons clairs ! Si nous ne sommes, nous, communistes, pas capables de proposer une alternative globale, un changement de cadre, il nous faut travailler dans le cadre existant.* » Eh bien moi, cela, j'en ai besoin ! Je ne veux pas m'évader du cadre existant pour inventer quelque chose indépendamment de celui-ci. Et il continue : «*Dans ce cadre-là, que l'on peut qualifier faute de mieux de démocratie parlementaire occidentale capitaliste, - c'est déjà plus précis que même ce que j'ai dit auparavant à propos de la démocratie - il faut créer des moments communistes. Un moment communiste, c'est un moment où les individus se réalisent pleinement dans une collectivité dont le projet aboutit. C'est un moment de fraternité, de recreation de la conscience de classe. Bien sûr, la coopérative en est l'exemple évident...* » Il prend des exemples, comme à propos de la grève des pilotes d'Air France où il aurait fallu « *revendiquer différemment. Baisse des salaires élevés sur les compagnies low cost, hausse des bas salaires sur ces mêmes compagnies* ». C'est-à-dire que l'on rentre dans le jeu dialectique de la contradiction de la société qui fait que lorsqu'on critique quelque chose, il faut voir l'autre versant positif, que l'on va mettre en avant par rapport à ce qu'on a critiqué, et avoir toujours sans arrêt cette manière de penser.

Pour revenir au point de départ, le diagnostic, je vais citer Gilles Alfonsi dans le numéro 253 de *Cerises*: « *Le diagnostic, la perte de substance de la démocratie concerne aussi bien la désaffection électorale que l'impuissance de l'État, que le rabougrissement des forces politiques et sociales, que la dévalorisation de la parole politique et que le discrédit des élites en général.* » À côté, dans la société actuelle il y a l'envers de cela, quelque part, et il faut arriver à aller le chercher. C'est-à-dire dans des micro situations, dans des aspects que l'on touche du doigt quelquefois, un petit peu par hasard, en lisant quelque chose. Si on ne le fait pas, on n'a pas un diagnostic, on a une pensée bloquée par rapport à une situation difficile, qui nous empêche de voir le nouveau qui y pousse.

Dans les choses que j'ai lues récemment, il y a un compte-rendu dans *Politis* sur les chantiers d'espoir. On peut d'ailleurs inverser (le titre le fait) : l'espoir est un chantier. Les chantiers d'espoir, c'est aussi notre domaine d'activité, en partie. « *La foule compacte et disciplinée finit par comprendre le concept. Les chaises sont mises en rond, pour former des groupes d'une quinzaine de personnes. Pour commencer, choisir un thème, le voter si besoin à main levée, puis débattre sur le fond, sans forcément faire connaître son appartenance militante à ses camarades. Les propositions plus ou moins concrètes qui émergent des débats seront consignées sur les post-it de couleur, leur masse forme bientôt une fresque sur les murs, elle sera fondue avec les apports des trente deux réunions qui se tenaient partout*

en France au même moment ou presque. » Et après il est dit quelque part que cela devrait déboucher sur une assemblée délibérative. Si cela s'est passé ainsi, je regrette de ne pas y être allé. Parce que c'est là qu'on est dans les prémisses de repenser les formes démocratiques de la discussion, de l'élaboration politique, etc. Et si on prenait ces embryons de nouveautés et qu'on les généralisait, y compris dans un séminaire communiste, on fonctionnerait autrement, on ferait de la politique autrement, et on serait bien plus engagé, optimiste, vers le futur, que le poids aujourd'hui, qui nous écrase, d'une société qui nous empêche de penser.

René Moustard